



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique N° 141 – 4^{ème} trimestre 2009

Sommaire

Synthèse	3
1- Le contexte international et national	4
2- La conjoncture du troisième trimestre à la Martinique	5
Annexes statistiques	9
Note méthodologique	10
Les secteurs d'activité	11
Vue d'ensemble des secteurs	12
Agriculture et élevage	13
Le secteur agroalimentaire	16
Les autres industries	18
Le secteur du bâtiment et des travaux publics	20
Le secteur du commerce	23
Le secteur des services aux entreprises	25
Le secteur de l'hôtellerie et du tourisme	26
Les entreprises	28
L'investissement des entreprises	29
Les conditions de financement offertes aux entreprises	29
La vulnérabilité des entreprises	30
Dernières données chiffrées	30
Les ménages	32
La consommation des ménages	33
L'investissement des ménages	33
La vulnérabilité des ménages	34
Dernières données chiffrées	34
Sélection d'indicateurs macroéconomiques	36
Le marché de l'emploi	37
L'inflation	37
Le commerce extérieur	38
Dernières données chiffrées	38
Liste des publications	39

Synthèse

1- Conjoncture internationale et nationale

Des signes de consolidation du retour à la croissance

Au quatrième trimestre, l'économie mondiale a poursuivi son retour à la croissance. La production mondiale a continué à progresser et les échanges extérieurs se sont accrus. La hausse des prix a retrouvé un rythme positif à l'échelle mondiale, en liaison avec la progression des prix des matières premières sur l'année 2009.

L'économie américaine a continué de se redresser au quatrième trimestre avec une croissance de son PIB de +5,7 % en rythme annualisé¹ au quatrième trimestre, après +2,2 % au troisième trimestre. En revanche, sur l'année 2009, le PIB est en chute de 2,4 %. La croissance reste malgré tout fragile car son principal moteur a été le ralentissement des déstockages des entreprises (60 % de cette progression). La hausse de la consommation finale des ménages s'est modérée mais l'investissement des entreprises a progressé pour la première fois après plus d'un an de baisse. Le taux d'inflation est de 2,7 % en glissement annuel fin décembre 2009. Le marché du travail s'est légèrement amélioré, le taux de chômage revenant à 9,7 % en janvier 2010, après 10,2 % en octobre 2009. Les taux d'intérêt directeurs de la Réserve Fédérale sont maintenus à leurs niveaux exceptionnellement bas (entre 0 et 0,25 %).

De nouveau supérieure aux prévisions, **la croissance japonaise** s'est élevée à 1,1 % en rythme trimestriel sur le dernier trimestre 2009. Sur un an, elle ressort en hausse de 4,6 %, alors que sur l'année 2009, elle est en recul de -5,0%. L'économie a été stimulée par des exportations toujours bien orientées mais surtout par la reprise des investissements des entreprises et une consommation finale des ménages robuste.

Le **Royaume-Uni** a renoué avec une croissance positive au quatrième trimestre (+ 0,1 %) tandis que l'inflation s'est sensiblement accélérée, s'établissant à 2,9 % en décembre 2009.

La croissance de **la zone euro** a ralenti en fin d'année 2009 (+0,1 % au dernier trimestre après +0,4% au trimestre précédent), en raison notamment d'une stagnation en Allemagne. Sur l'ensemble de l'année le PIB de la zone a baissé de 4 %. La production industrielle est en reprise au cours du second semestre 2009, mais la fin de l'année est en retrait avec une baisse de 1,7 % en décembre. Le taux d'inflation sur un an s'établirait à 1 % en janvier 2010 après 0,9 % en décembre. Le taux de chômage a continué de progresser pour atteindre 10 % en décembre 2009. La BCE a laissé inchangé le taux d'intérêt de ses opérations principales de refinancement à 1 %.

En **France**, le PIB s'est accéléré au quatrième trimestre : +0,6 % après +0,2%, mais sur l'année il est en recul de 2,2 %, soit la baisse la plus importante depuis l'après guerre. La croissance est portée par la consommation des ménages (+0,9 % après +0,1%) et le ralentissement du déstockage des entreprises, mais l'investissement des entreprises a continué de baisser et le solde commercial s'est dégradé du fait d'une baisse sensible des exportations (aéronautiques notamment) et d'une accélération des importations. La production a augmenté légèrement plus qu'au trimestre précédent, tirée notamment par l'énergie et les services aux entreprises. La baisse de l'emploi salarié des secteurs marchands s'est poursuivie mais de façon moins marquée qu'au trimestre précédent et l'intérim est resté dynamique ; sur un an, l'emploi a baissé de 2,5 %. L'inflation continue d'être maîtrisée (0,3 % sur un an en décembre).

Dans la plupart **des pays émergents**, la reprise s'est poursuivie. L'activité économique s'est accélérée en Chine avec une progression du de 10,7 % en rythme annuel² (et de 8,7 % sur l'ensemble de l'année). En Amérique latine, les principales économies ont montré des signes de renforcement de leur activité, tandis que la hausse annuelle des prix à la consommation s'est légèrement accentuée.

¹ Soit par rapport au troisième trimestre 2009 une croissance de 1,4 %.

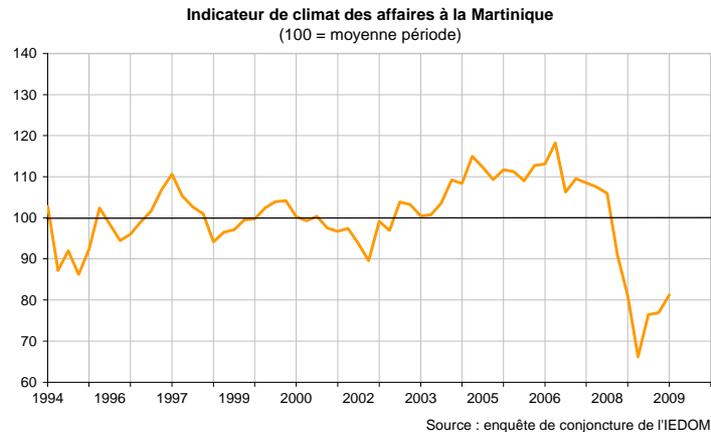
² Soit, en rythme trimestriel, une croissance de 2,57 %.

2- La conjoncture économique à la Martinique³

L'économie martiniquaise semble amorcer une timide reprise au quatrième trimestre

La fin d'année a été marquée par un arrêt de la dégradation de l'activité économique, voire par une timide reprise. La consommation des ménages et l'investissement montrent quelques signes de frémissement mais l'environnement économique reste fragile.

L'indicateur de climat des affaires (ICA)⁴ s'est amélioré (+ 4,4 points sur le trimestre) en raison notamment des anticipations positives des chefs d'entreprises en termes d'activité prévue et d'intentions d'investissements. Il reste néanmoins encore nettement en-dessous de sa moyenne de longue période.



La consommation des ménages a enregistré une amélioration en liaison avec les fêtes de fin d'année, mais reste bridée par la détérioration du marché de l'emploi. L'incertitude économique et les inquiétudes autour de l'évolution statutaire ont continué à peser sur l'investissement des entreprises.

Une reprise est anticipée par les chefs d'entreprise mais elle est conditionnée à court terme par un retour à la confiance des investisseurs que pourraient favoriser la fin des incertitudes institutionnelles après le référendum de janvier 2010 et le redémarrage de la croissance constaté au niveau national et international.

Une inflation relativement maîtrisée ...

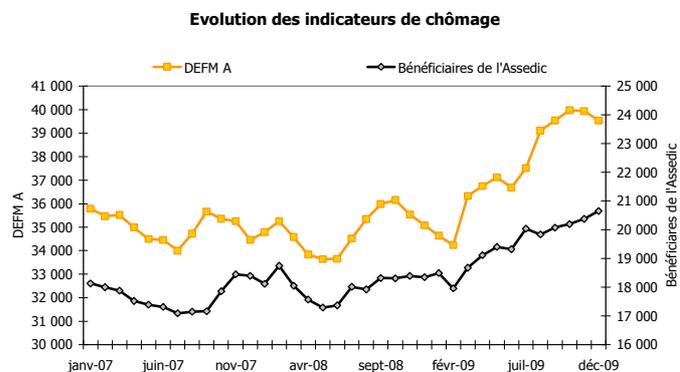
A fin décembre 2009, l'indice des prix à la consommation enregistre une hausse trimestrielle de +0,3 % contre +0,8 % au trimestre précédent. Dans le détail, ce sont les postes de l'alimentation (+1,1 %) et de l'énergie (+1,3 %) qui contribuent le plus significativement à la hausse de l'inflation trimestrielle. En revanche, les prix des services progressent de façon plus modérée (+0,6 %), tandis que ceux des produits manufacturés se replient (-1,1 %).

Sur un an, l'indice des prix à la consommation progresse à un rythme plus faible qu'en métropole (+0,6 % contre +0,9 %). Les prix de l'alimentation et des produits manufacturés sont relativement stables (+0,3 % et +0,1 % respectivement), alors que ceux de l'énergie se sont pliés de 4,9 % sur un an. Seuls les prix des services sont orientés plus nettement à la hausse (+1,5 % dont +2,6 % pour les loyers et services rattachés).

... qui s'accompagne de tensions toujours aussi vives sur le marché de l'emploi.

La dégradation du marché de l'emploi s'est poursuivie. Entre septembre et décembre 2009, le nombre d'allocataires du Pôle emploi progresse de 2,9 %, pour atteindre 20 656 personnes à fin décembre. Le nombre de DEFM A s'est toutefois stabilisé à 39 531 au 4^{ème} trimestre (+12,7 % sur un an). L'indicateur de chômage s'établit ainsi à 24,0 %.

Dans le même temps, les chiffres provisoires du RMI portent le nombre de bénéficiaires à 28 630 personnes, soit + 0,7 % sur le trimestre.



³ Achevé de rédiger le 24 février 2010.

⁴ Les résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture réalisée auprès des entreprises permettent d'élaborer un indicateur de climat des affaires (ICA). Cet indicateur permet d'améliorer la lisibilité du bulletin de conjoncture économique en synthétisant l'ensemble des composantes passées et futures contenues dans les différents soldes d'opinion.

Amélioration de la consommation des ménages

Au 4^{ème} trimestre 2009, la consommation des ménages martiniquais montre plusieurs signes tangibles d'amélioration. L'activité dans le secteur du commerce cesse de se détériorer tandis que les importations de biens de consommation et les immatriculations de véhicules particuliers neufs se redressent nettement d'un trimestre sur l'autre (+ 15,7 % et + 26,6 % respectivement). Au 4^{ème} trimestre 2009, le chiffre d'affaires trimestriel de la grande distribution se retrouve à un niveau proche de celui de la même période de 2008 (+1,7 % sur un an).

La consommation des ménages, principal moteur de la croissance économique, reste toutefois défavorablement orientée sur l'ensemble de l'année 2009. L'augmentation du nombre de demandeurs d'emplois et l'accroissement de la vulnérabilité des ménages pèsent sur la propension à consommer. Si la progression annuelle du nombre de dossiers de surendettement (+1,1 %) et du nombre de personnes en interdiction bancaire (+1,3 %) est contenue, la nette augmentation des retraits de cartes bancaires (+26,5 %) montre une détérioration de la situation financière d'une partie de la population.

Les importations de biens de consommation (391,3 millions d'euros) se sont contractées (- 12,3 %), après une progression de + 2,2 % en 2008. En données cumulées, les immatriculations de véhicules particuliers neufs baissent de -3,9 % sur un an tandis que le chiffre d'affaires de la grande distribution diminue de -7,1 %.

Léger frémissement de l'investissement

Les prévisions d'investissement des chefs entreprises sont toujours très mal orientées au 4^{ème} trimestre 2009, même si le rythme de la baisse semble ralentir. D'autres indicateurs connaissent une amélioration : les importations de biens d'équipement sont en hausse de 18,6 % sur le trimestre et les immatriculations de véhicules utilitaires neufs progressent de 15,8 % entre septembre et décembre 2009, sous l'impulsion du dispositif de prime à la casse. La levée des incertitudes institutionnelles consécutive au référendum pourrait amplifier le retour à la confiance des investisseurs entraîné par le regain de croissance constaté au niveau national et international.

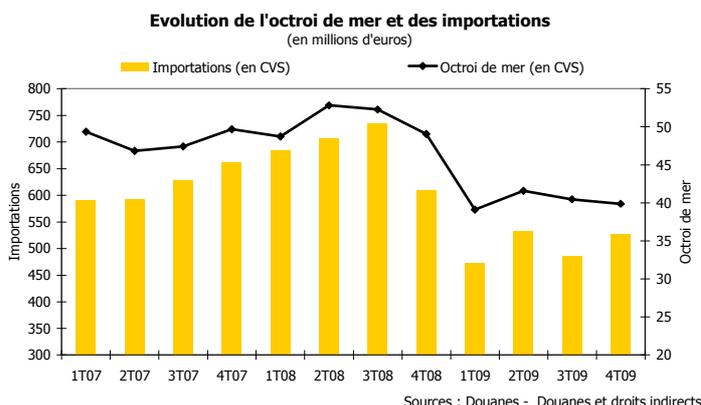
Les indicateurs de vulnérabilité présentent des évolutions contrastées. D'un trimestre à l'autre, le nombre d'incidents de paiement sur effets se replie de 28,3 %, alors que le nombre de personnes morales en interdiction bancaire progresse de 2,9 % par rapport à décembre 2008, à 2 239.

Une reprise des échanges commerciaux

La meilleure orientation de la consommation et de l'investissement se traduit sur les échanges commerciaux ; les importations sont en hausse de 18,6 % et les exportations de près de 50 % par rapport au 3^{ème} trimestre. Toutefois, les importations et exportations du 4^{ème} trimestre sont en retrait par rapport à celles de la même période de 2008 avec des baisses respectives de -13,1 % et -5,2 %, ce qui pèse sur les perceptions d'octroi de mer : au 4^{ème} trimestre 2009, les collectivités locales ont perçu 45,5 millions d'euros au titre de l'octroi de mer, soit -18,7 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2008.

Sur l'année, les tendances sont très défavorables. Sous l'effet de la faiblesse de la demande intérieure, les importations se sont repliées de 25,9 % en cumul sur l'année. Les exportations ont enregistré un repli équivalent (-28,9 %)

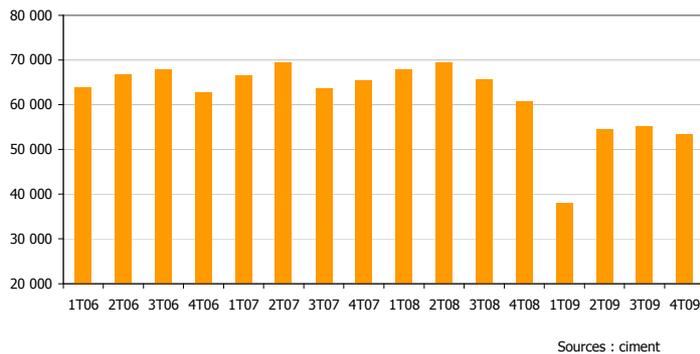
Le taux de couverture des importations par les exportations demeure structurellement faible à 13,2 % (13,8 % en 2008).



Une conjoncture différenciée selon les secteurs d'activité

A fin décembre 2009, l'enquête trimestrielle de conjoncture révèle une moindre dégradation du courant d'affaires des entreprises. Toutefois, l'activité demeure mal orientée et la période se caractérise par une nouvelle augmentation des charges d'exploitation et une dégradation des trésoreries des entreprises. Cette situation tient, d'une part, à l'allongement marqué des délais de paiement compte tenu des difficultés des entreprises et, d'autre part, à l'accroissement des besoins en fonds de roulement. En conséquence, les intentions d'investissement à moyen et long terme restent gelées ou annulées. Dans ce contexte, la situation de l'emploi demeure tendue.

Ventes de ciment



L'activité se dégrade une nouvelle fois au sein du secteur du **BTP**, avec en parallèle une réduction significative des effectifs. Les chefs d'entreprises font part de retards dans lesancements d'appel d'offres, que ne favorise pas la période électorale. Les prévisions sont peu favorables.

Les ventes de ciment continuent de se replier (- 3,2 % au 4^{ème} trimestre) mais à un rythme moindre que sur le reste de l'année (-24 %). Sur un an, le recul de la construction concerne particulièrement les logements collectifs, le nombre d'attestations de conformité électrique attribuées aux logements individuels étant plus favorablement orienté (+ 12,3 % contre - 6,5 % pour les logements collectifs).

Dans l'**industrie**, secteur fortement dépendant de l'activité du BTP, l'activité est encore en repli et les prévisions sont à la baisse. L'allongement des délais de paiement et les niveaux de stock élevés conduisent à une nouvelle détérioration de la trésorerie.

L'activité de l'**industrie agro-alimentaire** est stable au 4^{ème} trimestre. Le secteur des distilleries est toutefois soumis à une baisse de la production de rhum (-5,3 %), mais reste favorisé par la bonne orientation du marché d'exportation.

L'activité du secteur du **tourisme** est toujours dégradée. Les trésoreries sont pénalisées par la baisse de fréquentation et la détérioration des charges d'exploitation. Avec le début de la haute saison, le nombre de passagers à l'aéroport Aimé Césaire a toutefois retrouvé en décembre un niveau proche de celui de 2008 (-0,4 %). Le nombre de passagers à l'aéroport se replie toutefois de 4,9 % en cumul sur un an. Cette diminution, plus accentuée que celle du trafic passagers mondial⁵ (-3,5 %), a été toutefois limitée dans son ampleur par des offres tarifaires attractives qui ont pesé sur les marges des opérateurs. Parallèlement, environ 31 400 croisiéristes ont fait escale à la Martinique au 4^{ème} trimestre 2009, soit une baisse de 5,3 % par rapport à la même période de 2008. Avec 61 000 croisiéristes sur l'année, la reprise du dernier trimestre n'aura pas permis de rattraper le retard pris pendant les blocages du début d'année et d'atteindre l'objectif de 100 000 passagers que s'étaient fixés les professionnels pour 2009. En aval du secteur, les entreprises qui bénéficient traditionnellement de ce flux (artisans taxis, restaurateurs, ...) sont touchées par cette baisse d'activité.

L'activité du secteur **commercial** s'est stabilisée au quatrième trimestre avec les fêtes de fin d'année, comme en témoignent le redressement du chiffre d'affaires de la grande distribution et la bonne tenue des ventes de véhicules automobiles.

Dans les **services aux entreprises**, l'activité se stabilise. Toutefois, les délais de paiement et la trésorerie demeurent mal orientés en raison de la perte de vitesse des autres secteurs d'activité.

Seul le **secteur primaire** bénéficie d'un courant d'affaires favorable. Les abattages progressent de 22,1% d'un trimestre sur l'autre et les exportations de produits agricoles atteignent 24,2 millions d'euros au 4^e trimestre 2009, soit +72,7% par rapport au 3^e trimestre. La production de bananes bénéficie de conditions favorables et de la remontée progressive de la production. Selon les données de l'association interprofessionnelles de fruits et légumes frais (FEL), le tonnage de bananes martiniquaises arrivées au sein de l'Union européenne progresse de 9,0% sur un trimestre. En revanche, le prix de la banane martiniquaise diminue de -2,1 % entre septembre et décembre pour s'établir à 0,54 euro le kilogramme.

⁵ Selon l'association du transport aérien international (Iata), 2009 fut la pire année du transport aérien mondial.

Le dispositif de médiation du crédit et le Plan de relance de l'économie martiniquaise

Le plan de financement de l'économie défini par le Gouvernement le 2 octobre répond à deux enjeux pour les banques : leur fournir de la liquidité à moyen terme tout en offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres.

Les contreparties demandées aux institutions financières accédant à ces ressources portent notamment sur le soutien à l'activité et aux PME et TPE :

- les banques s'engagent à augmenter de 3 à 4 % le montant total des crédits accordés ;
- l'Etat s'assurera que les banques jouent pleinement le jeu du financement de l'économie, en veillant à ce que les flux de crédit aux PME et aux TPE soient publiés mensuellement et en mettant en œuvre un dispositif de **médiation du crédit**.

Ce dispositif est opérationnel depuis le 14 novembre ; il vise les entreprises confrontées à des difficultés pour accéder au crédit et qui n'ont pu trouver de solution avec les banques et avec Oséo. Le site www.mediateurducredit.fr fournit les informations pratiques sur la démarche de présentation d'un dossier.

Sous l'égide des Préfets et des Trésoriers payeurs généraux, la médiation du crédit est conduite par les médiateurs départementaux qui sont, dans l'hexagone, les directeurs des succursales de la Banque de France et, dans l'Outre-mer, les directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM.

Pour toute information complémentaire : www.mediateurducredit.fr ou 0 800 008 112.

Par ailleurs, le site Internet de la Préfecture détaille le Plan de relance de l'économie martiniquaise <http://www.martinique.pref.gouv.fr/plan-relance/index.html>. Ce plan s'inscrit dans le cadre du Plan de relance de l'économie française, doté de 26 milliards d'euros répartis sur deux ans. En Martinique, il est destiné à favoriser la reprise des investissements des entreprises, la médiation du crédit s'inscrivant dans ce cadre plus général. La plateforme d'intervention en faveur des entreprises comporte cinq volets qui ciblent les difficultés liées aux obligations sociales, fiscales et douanières, au financement des investissements et à la baisse d'activité généralisée.

A fin décembre 2009 et depuis l'entrée en vigueur du dispositif de médiation, 102 dossiers ont été recensés. Sur les 65 dossiers recevables, 23 ont été clôturés avec succès. Le taux de médiation réussie en Martinique s'établit à 62 %.

Annexes statistiques

Pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel, l'IEDOM utilise :

- Des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes, etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- Des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédits traitées par l'IEDOM,
- Les résultats de l'enquête de conjoncture que l'iedom réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprise de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en terme d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisés pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

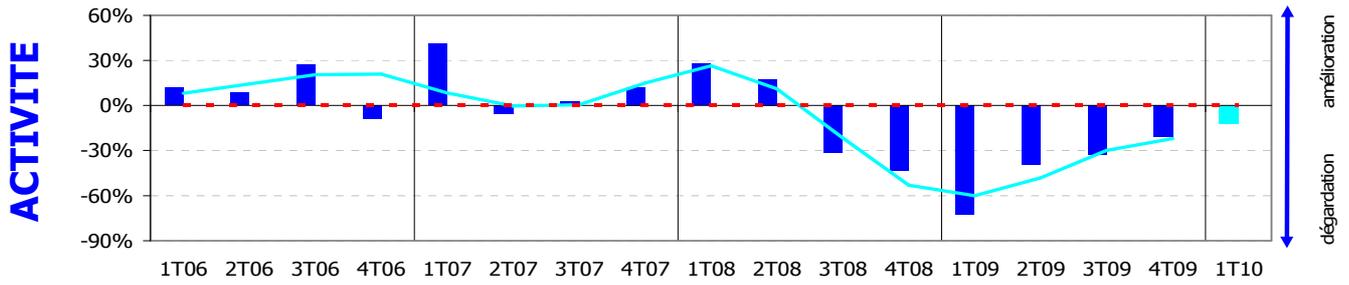
Les secteurs d'activité

-

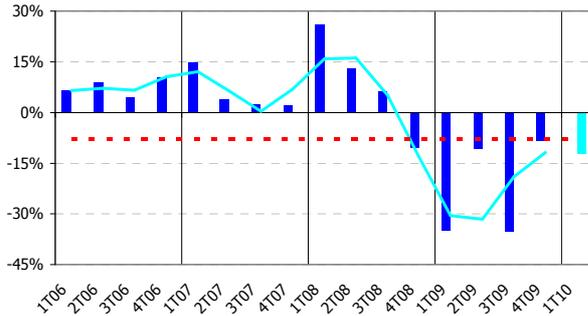
***Résultats de l'enquête de
conjoncture de l'Iedom
et données quantitatives***

VUE D'ENSEMBLE DES SECTEURS

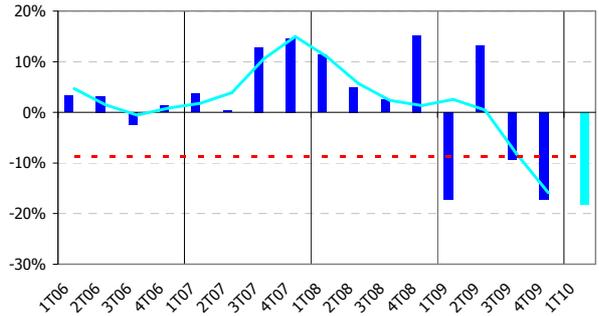
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 124 entreprises employant au total 6 621 salariés



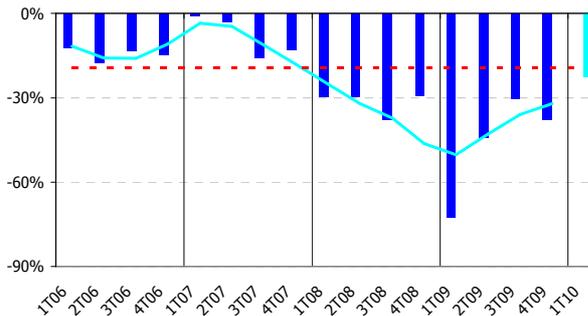
PRIX



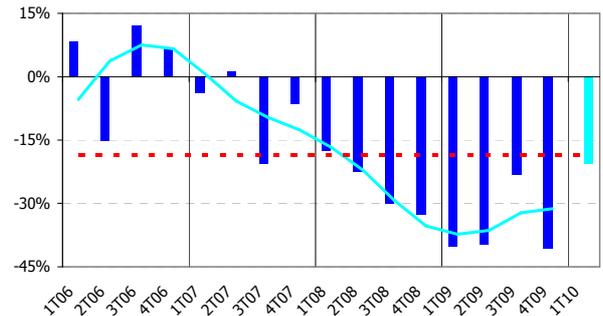
CHARGES



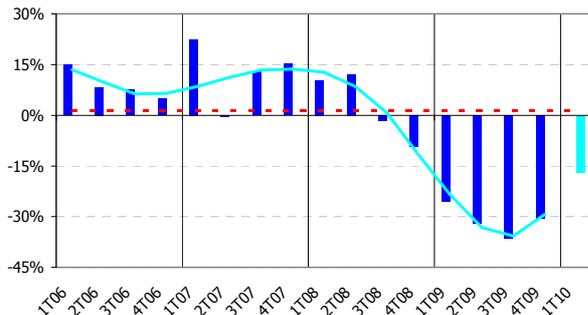
TRESORERIE



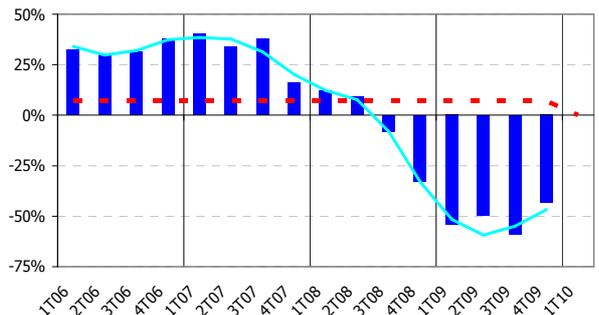
DELAIS DE PAIEMENT



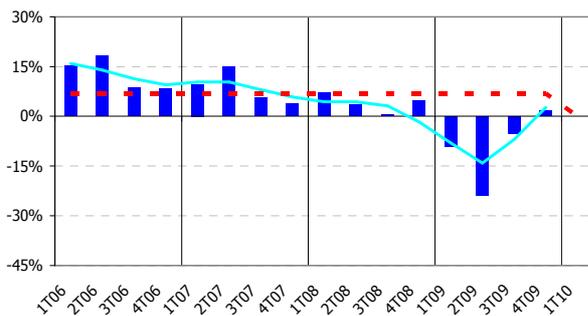
EFFECTIFS



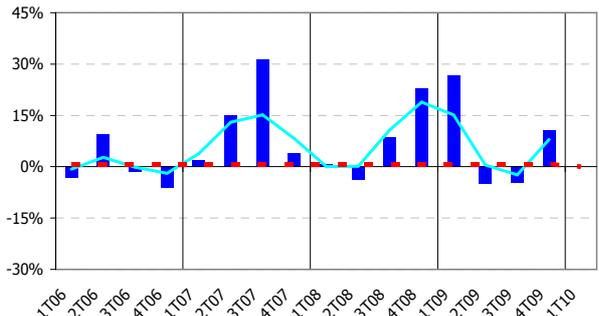
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS DE PRODUITS FINIS



STOCKS DE MATIERES PREMIERES

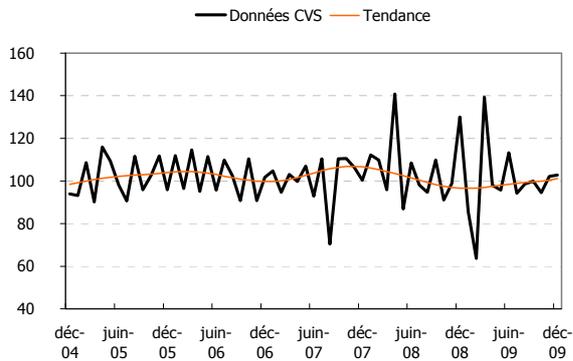


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendance de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

AGRICULTURE ET ELEVAGE

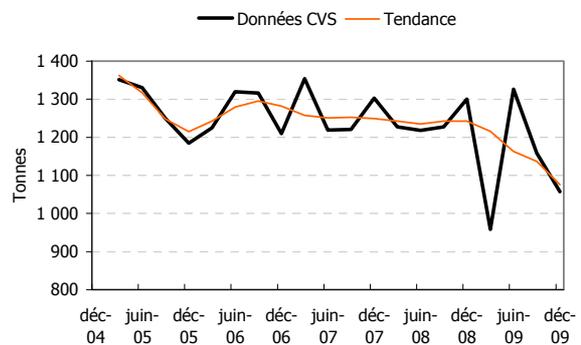
La filière bovine

Abattage de viande bovine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

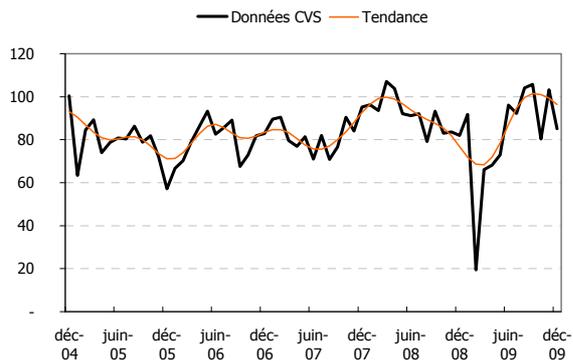
Importations de viande bovine



Source : Douanes, données trimestrielles

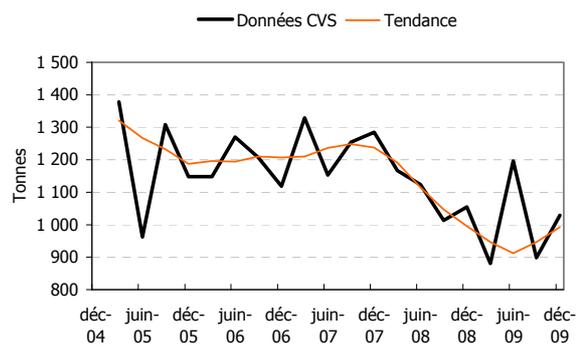
La filière porcine

Abattage de viande porcine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

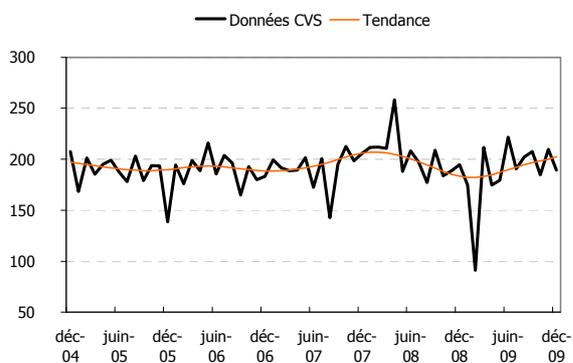
Importations de viande porcine



Source : Douanes, données trimestrielles

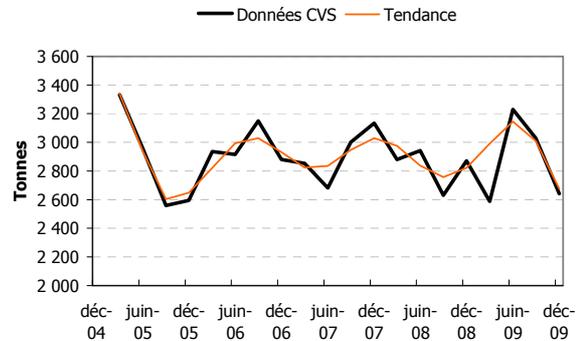
La production locale de viande – la filière avicole

Abattage total



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

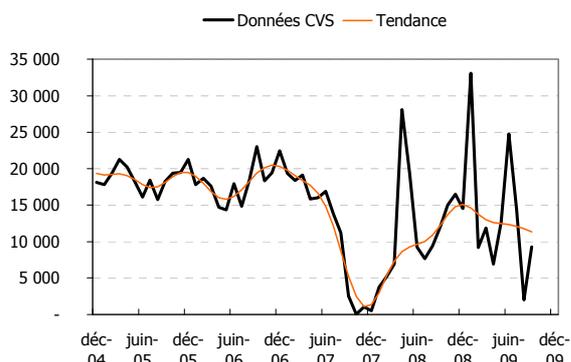
Importations de volaille



Source : Douanes, données trimestrielles

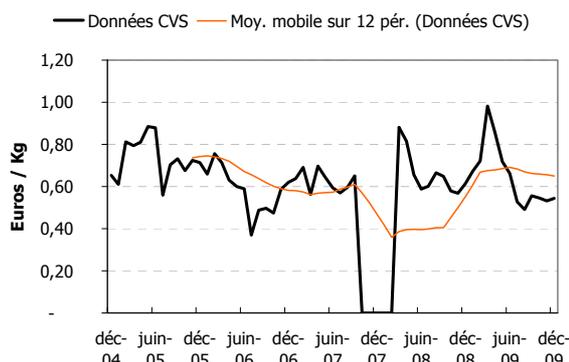
La filière banane

Expéditions de bananes*



Source : DRCCRF, données mensuelles

Prix moyen mensuel wagon-départ du kg de bananes*

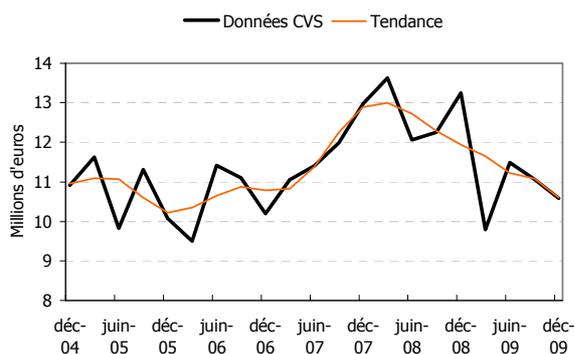


Source : Fruits et Légumes Hebdo, données mensuelles

* A la suite du cyclone Dean (17 août 2007), la production et les expéditions de banane ont connu un coup d'arrêt qui s'est prolongé jusqu'au premier trimestre 2008.

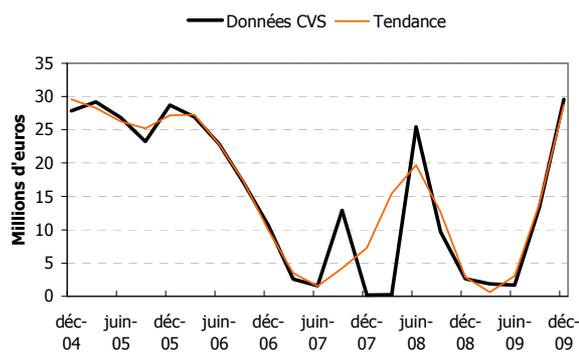
Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Abattage en tonnes	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	Cumul 2009	$\frac{Dec.2009}{Dec.2008}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Bovins	68,2	66,5	67,5	65,2	84,1	105,6	106,3	109,8	66,3	1 189,1	-21,2 %	-5,5 %
Porcins	265,0	154,2	225,6	259,2	222,6	88,4	75,1	94,9	231,3	998,8	+3,9 %	-7,6 %
Total*	346,5	233,1	306,4	341,1	320,7	198,9	187,6	210,4	311,8	2 259,2	-2,8 %	-6,8 %

Source : Abattoir départemental - données mensuelles

* Bovins, Porcins, Ovins, Caprins et Equins

Importations en tonnes	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	Cumul 2009	$\frac{4T09}{4T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Bovins		1 264,2	1 361,3	1 359,2	956,3	1 282,0	1 146,7	1 105,3	4 490,3	-18,7 %	-9,7 %
Porcins		1 397,5	1 621,4	1 350,1	734,3	1 173,8	806,4	1 333,0	4 047,6	-1,3 %	-6,9 %
Volailles		3 004,0	3 267,3	3 007,9	2 617,6	3 096,9	2 973,6	2 775,2	11 463,3	-7,7 %	+1,1 %

Source : Douanes- données trimestrielles

Expéditions de bananes en milliers de tonnes	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	Cumul 2009 (A fin oct.)	$\frac{Oct.2009}{Oct.2008}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$ (A fin oct.)
Bananes	16,9	20,3	21,8	0	14,1	4,8	20,2	nd	nd	146,5	+41,1 %	+24,4 %

Source : DRCCRF - données mensuelles

Prix moyen du kg de banane en euros	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	$\frac{Dec.2009}{Dec.2008}$
Bananes	0,65	0,71	0,62	-	0,61	0,56	0,55	0,53	0,54	-11,3 %

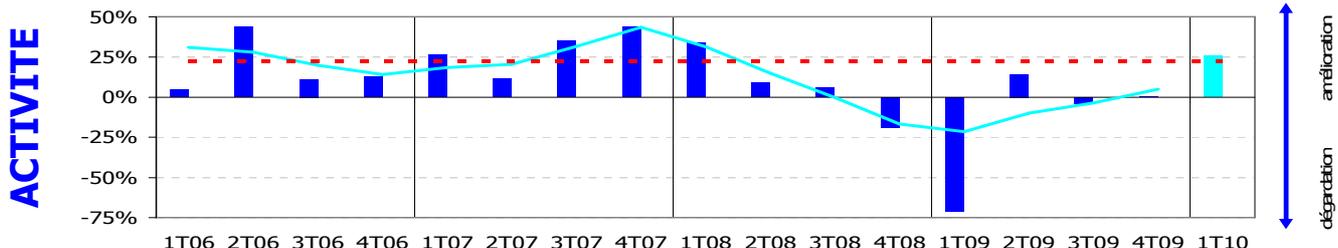
Source : Fruits et Légumes Hebdo – données mensuelles

Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en millions d'euros	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	Cumul 2009	$\frac{4T09}{4T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Exportations	28,6	10,0	0,2	2,3	1,7	2,1	14,0	24,2	42,0	ns	-3,3 %
Importations	10,9	11,0	14,1	14,4	9,0	11,8	10,7	11,5	43,0	-20,0 %	-16,0 %

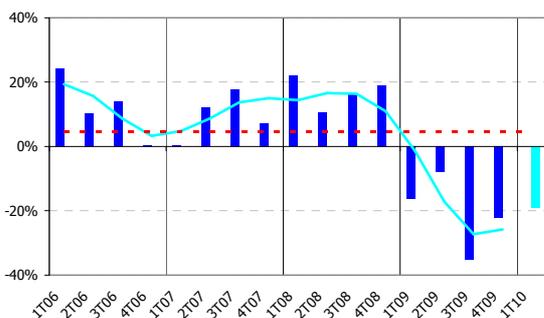
Source : Douanes- données trimestrielles

SECTEUR AGROALIMENTAIRE

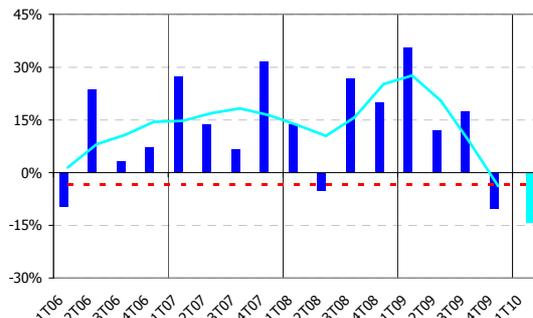
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 24 entreprises du secteur agroalimentaire employant au total 903 salariés.



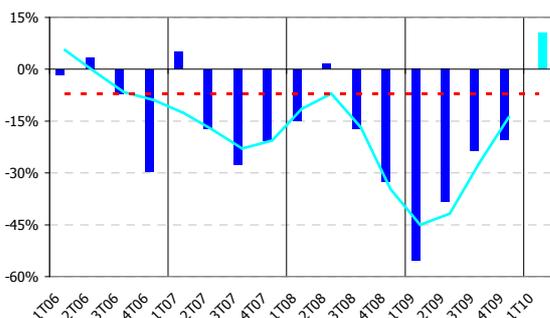
PRIX



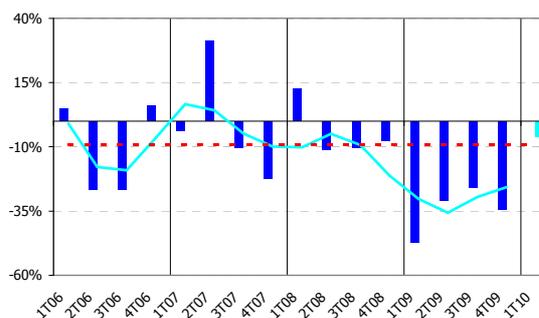
CHARGES



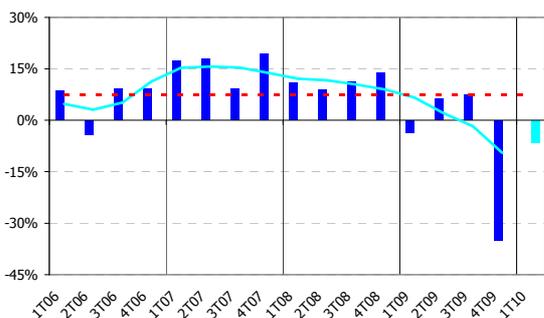
TRESORERIE



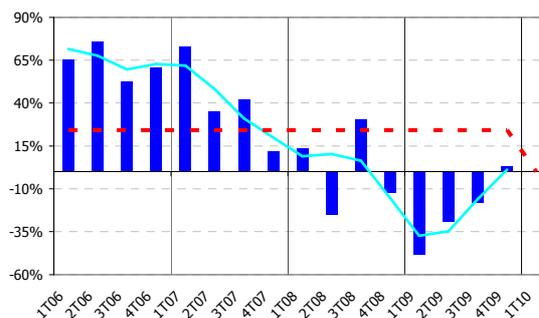
DELAIS DE PAIEMENT



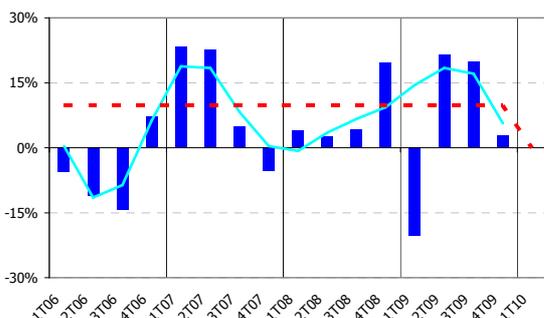
EFFECTIFS



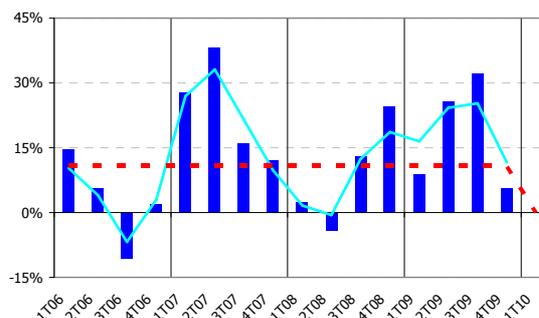
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS DE PRODUITS FINIS



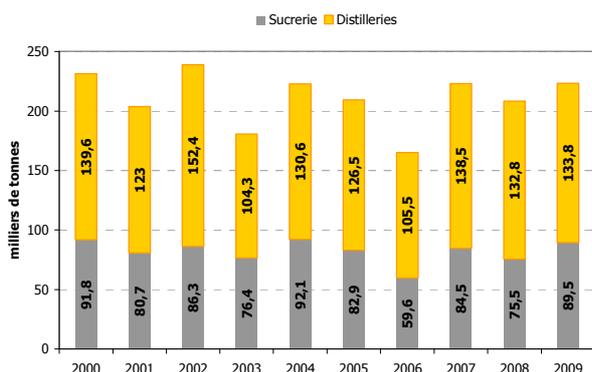
STOCKS DE MATIERES PREMIERES



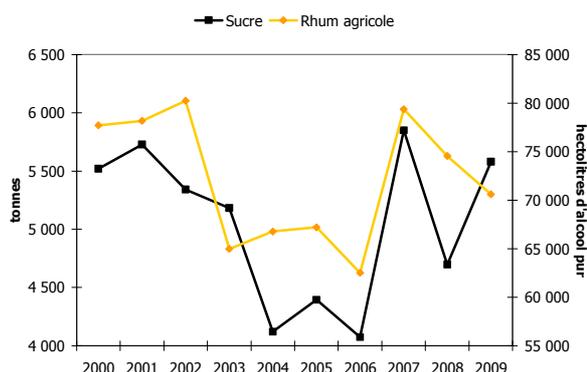
■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

La filière rhum

Cannes broyées



Production de sucre et de rhum agricole



Source : Centre technique de la canne et du sucre, données annuelles

Dernières données chiffrées

Cannes broyées en milliers de tonnes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	$\frac{\sum 2009^*}{\sum 2008}$
Sucrierie	91,8	80,7	86,3	76,4	92,1	82,9	59,6	84,5	75,5	89,5	18,5%
Distilleries	139,6	123,0	152,4	104,3	130,6	126,5	105,5	138,5	132,8	133,8	0,8%
Total	231,4	203,7	238,7	180,7	222,7	209,2	165,1	223,0	208,3	223,3	7,2%

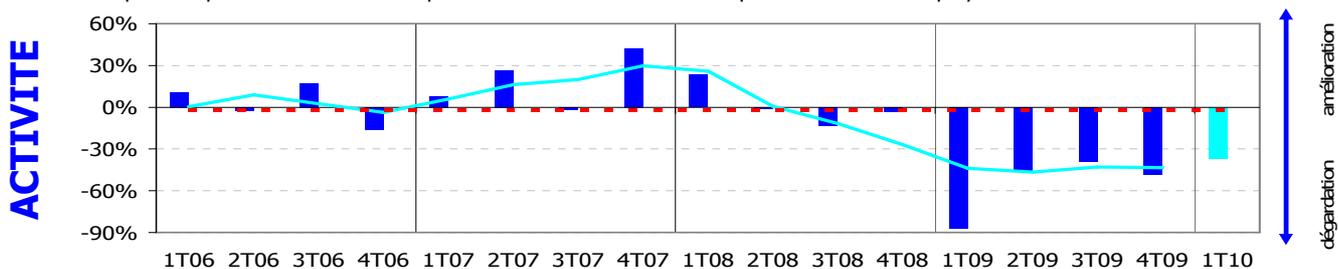
Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre
* données à fin juin 2009

Production	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Sucre (en milliers de tonnes)	5,5	5,7	5,3	5,2	4,1	4,4	4,1	5,8	4,7	5,6	18,8%
Rhum agricole (en milliers d'HAP)	77,7	78,2	80,2	65,0	66,8	67,2	62,5	79,4	74,5	70,6	-5,3%

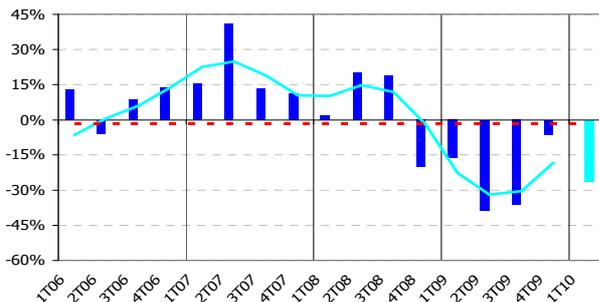
Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre

SECTEUR AUTRES INDUSTRIES

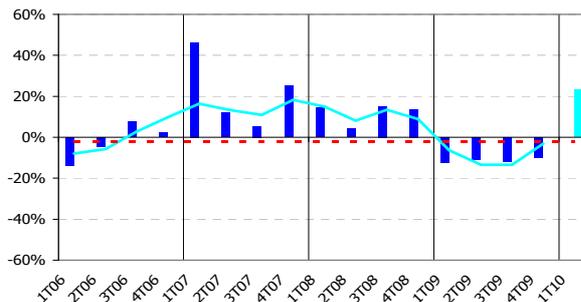
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises du secteur employant au total 930 salariés.



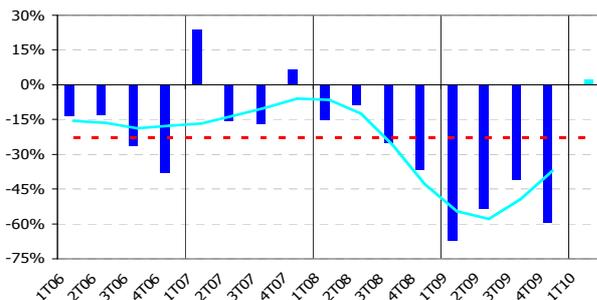
PRIX



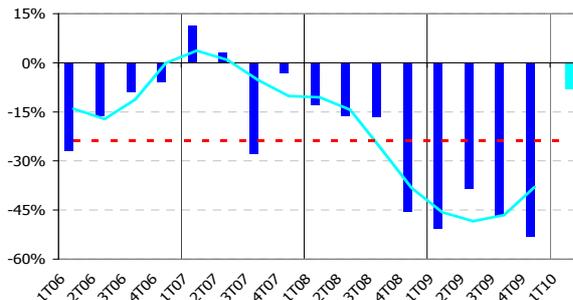
CHARGES



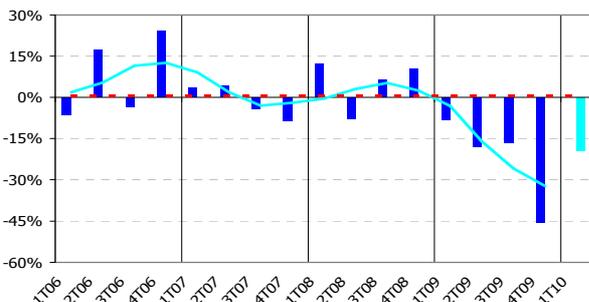
TRESORERIE



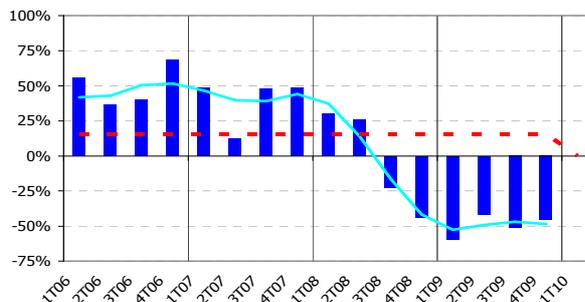
DELAIS DE PAIEMENT



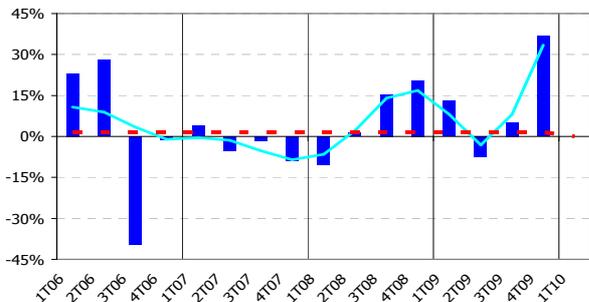
EFFECTIFS



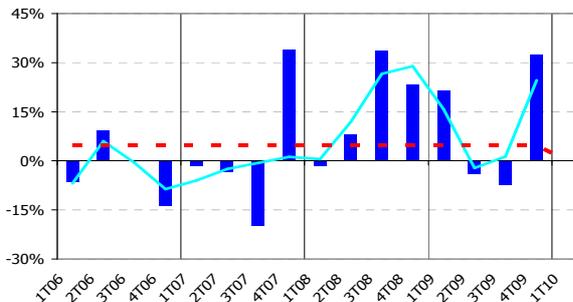
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



STOCKS DE PRODUITS FINIS



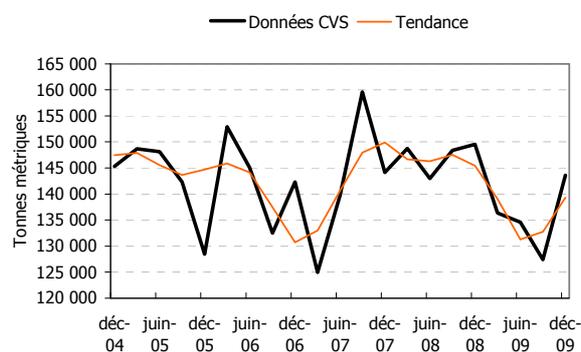
STOCKS DE MATIERES PREMIERES



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

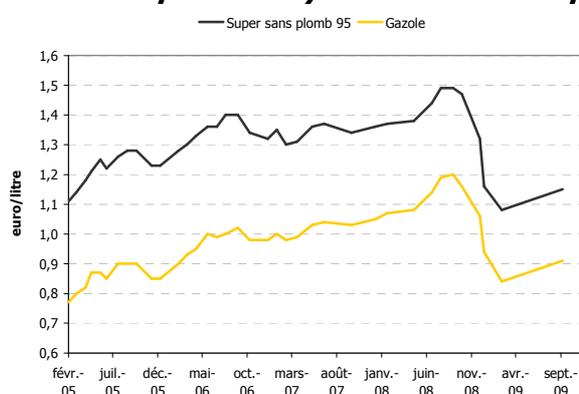
L'énergie

Produits pétroliers mis à la consommation



Source : Sara, données trimestrielles

Evolution des prix des hydrocarbures à la pompe



Source : DRCCRF

Dernières données chiffrées

Produits pétroliers en milliers de tonnes métriques	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	Cumul 2009	$\frac{4T09}{4T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Produits pétroliers mis à la consommation	142,9	127,6	143,0	147,8	155,1	130,1	128,5	134,3	149,6	542,5	-3,5 %	-8,2 %

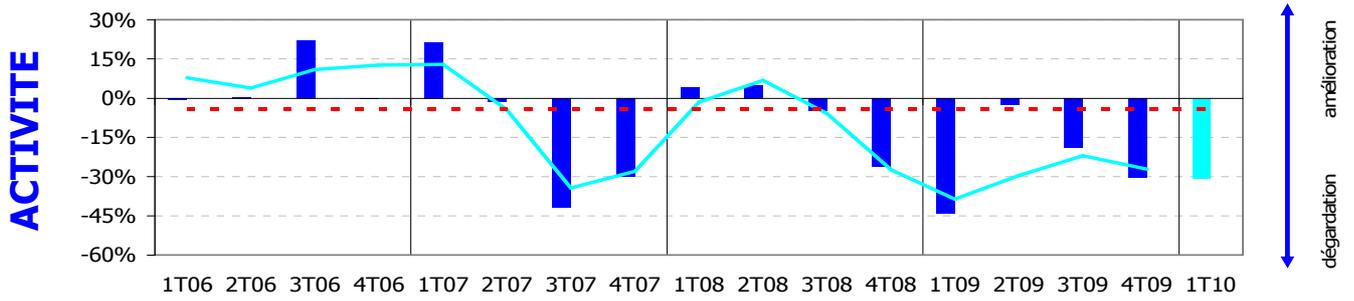
Source : Sara- données trimestrielles

Prix à la pompe en euros	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Déc. 2008	Déc. 2008	Fév. 2009	Sept. 2009	$\frac{Sept.2009}{Sept.2008}$
Essence sans plomb	1,28	1,40	1,34	1,49	1,47	1,32	1,16	1,08	1,15	-22,8%
Gazole route	0,90	1,02	1,03	1,20	1,16	1,06	0,94	0,84	0,91	-24,2%

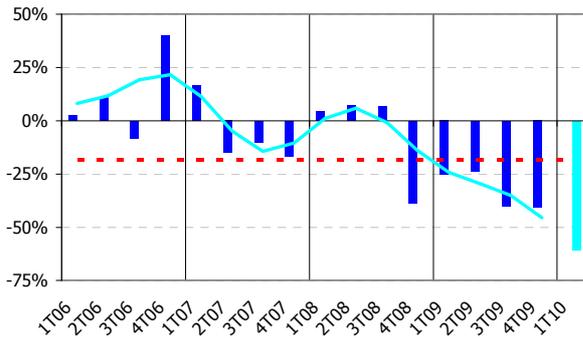
Source : Direction Régionale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes

SECTEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

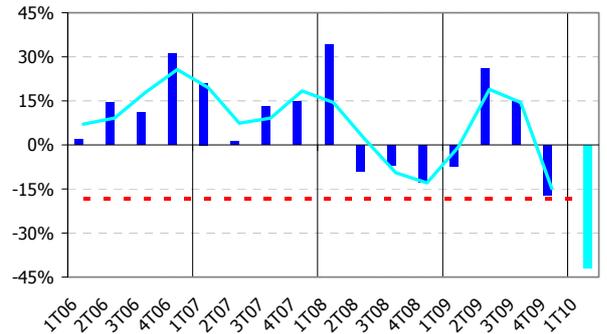
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 15 entreprises du secteur de la construction employant au total 620 salariés.



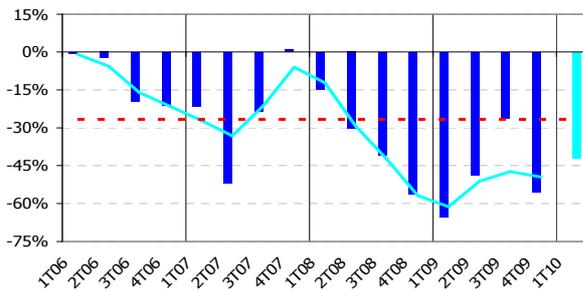
PRIX



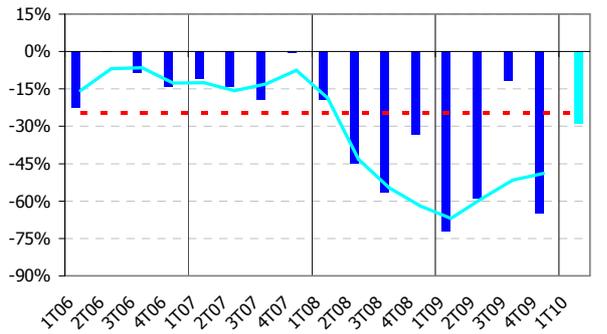
CHARGES



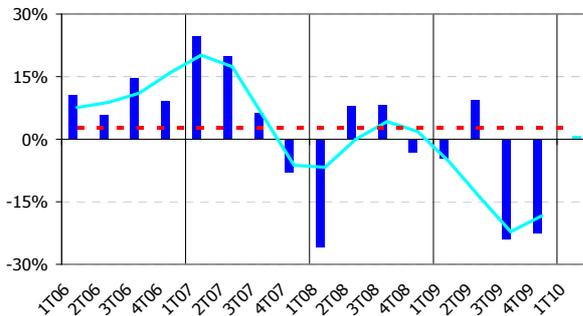
TRESORERIE



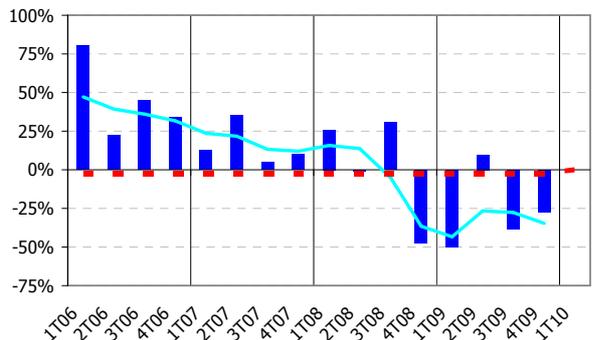
DELAIS DE PAIEMENT



EFFECTIFS



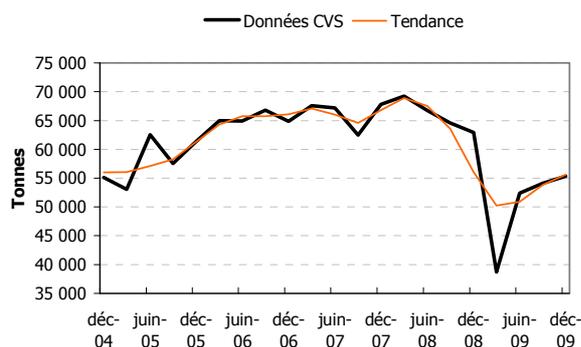
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

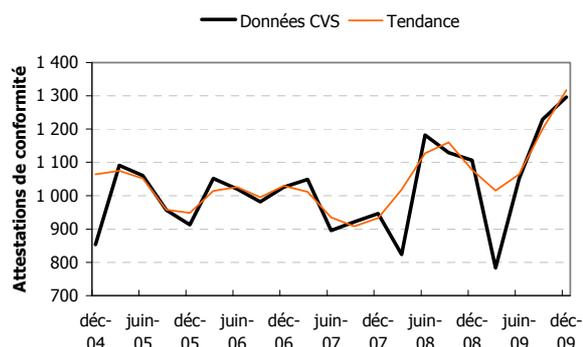
La production de ciment – les attestations de conformité

Production de ciment



Source : Ciment Antillais, données trimestrielles

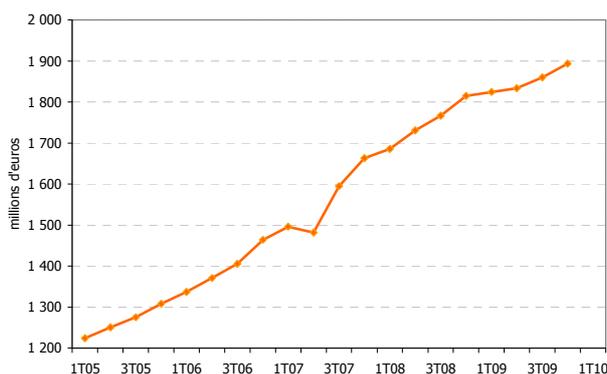
Attestations de conformité délivrées à des logements neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

Les encours de crédit à l'habitat des ménages

Encours de crédit à l'habitat octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles
NB : établissements de crédit installés localement ou non

Dernières données chiffrées

Ciment en milliers de tonnes	4T04 4T05 4T06 4T07 4T08					1T09 2T09 3T09 4T09				Cumul 2009	$\frac{4T09}{4T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09			
Production	54,1	59,7	62,8	65,3	60,6	37,9	54,5	55,0	53,3	200,8	-12,1 %	-23,8 %

Source : Ciments Antillais, données trimestrielles

Attestations de conformité électrique nombre	4T04 4T05 4T06 4T07 4T08					1T09 2T09 3T09 4T09				Cumul 2009	$\frac{4T09}{4T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Logements neufs	898	933	1 052	990	1 174	703	1 204	1 102	1 377	4 386	+17,3 %	+2,3 %

Source : Consuel - données trimestrielles

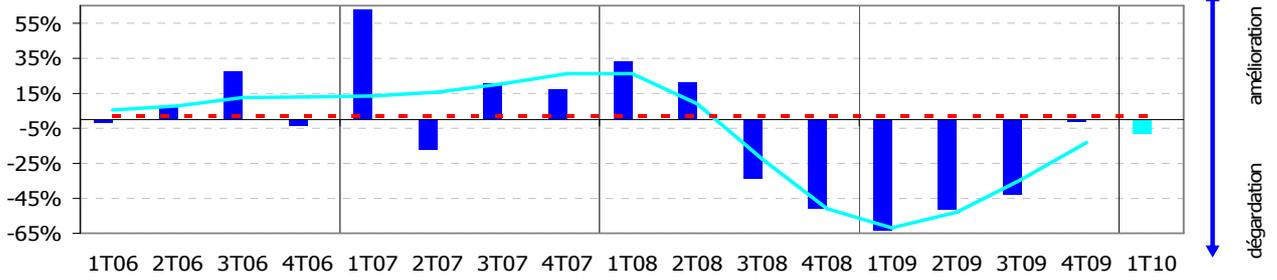
Crédit à l'habitat en millions d'euros	4T05 4T06 4T07 4T08				1T09 2T09 3T09 4T09				$\frac{4T09}{4T08}$
Encours octroyés aux ménages	1 308,5	1 464,3	1 662,9	1 814,9	1 824,4	1 833,6	1 860,0	1 893,8	+4,3%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

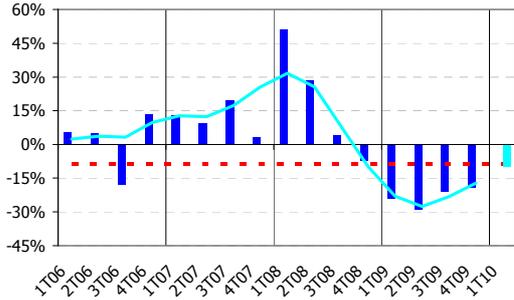
SECTEUR DU COMMERCE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 31 entreprises du secteur employant au total 2 168 salariés.

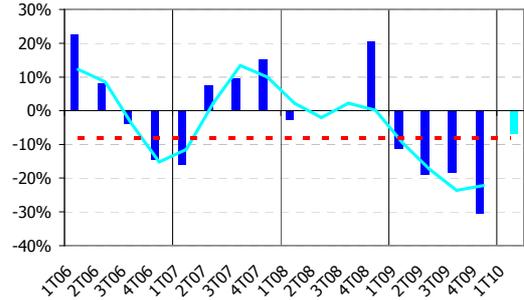
ACTIVITE



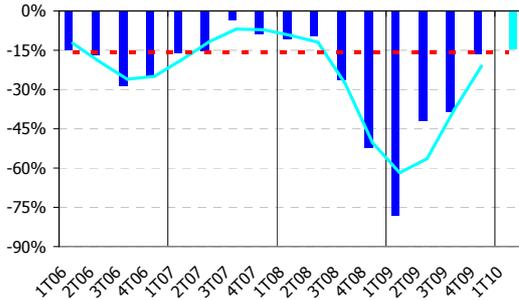
PRIX



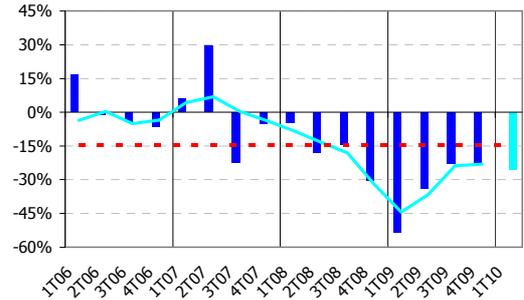
CHARGES



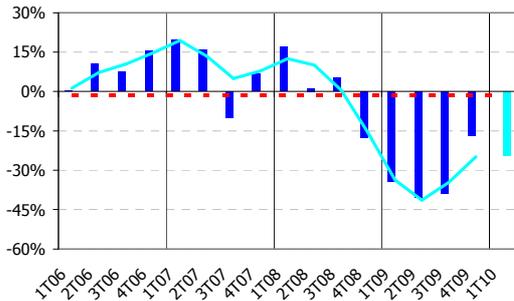
TRESORERIE



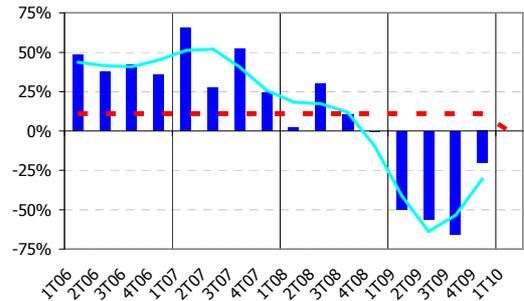
DELAIS DE PAIEMENT



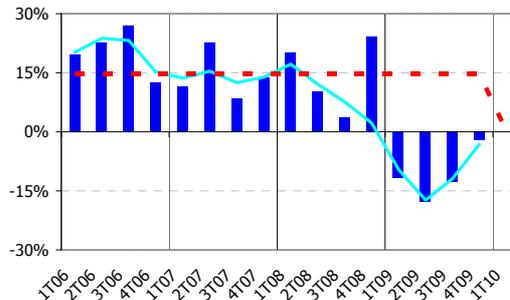
EFFECTIFS



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



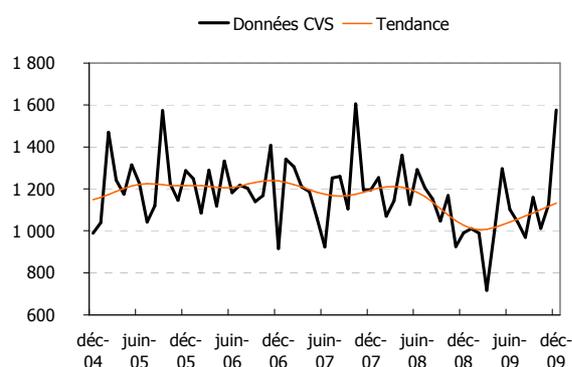
STOCKS DE PRODUITS FINIS



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

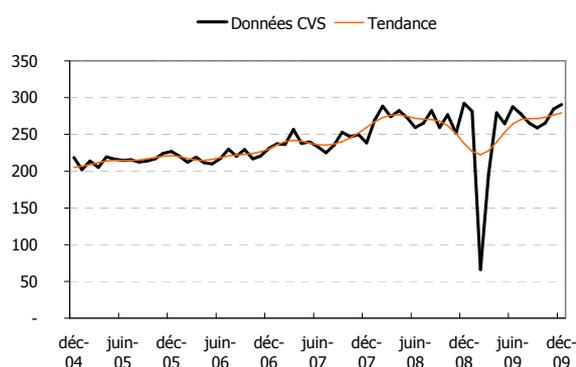
Les immatriculations de véhicules particuliers neufs La grande distribution

Immatriculations de véhicules particuliers neufs



Source : Aaa, données mensuelles

Indice du chiffre d'affaires mensuel de la grande distribution



Source : DRCCRF, données mensuelles

Dernières données chiffrées

Immatriculations de véhicules particuliers neufs	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept. 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	Cumul 2009	$\frac{Déc.2009}{Déc.2008}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	VPN	1 499	1 892	1 340	1 751	1 466	1 002	908	1 136	2 329	13 142	+58,9 %

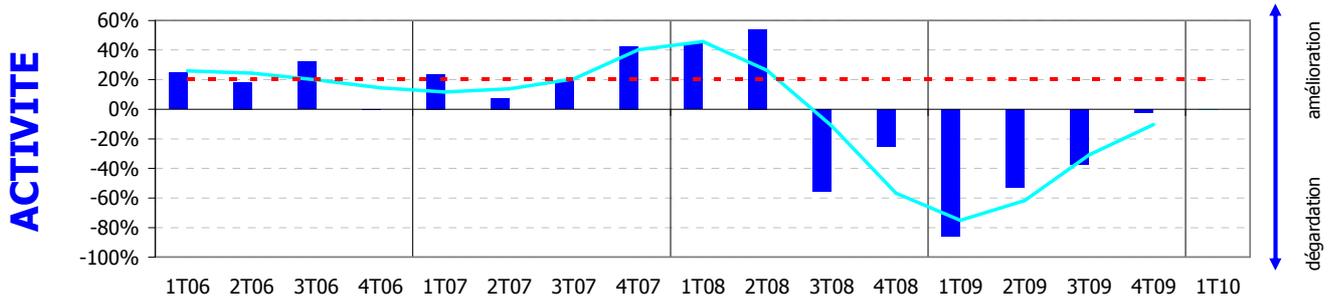
Source : Aaa, données mensuelles

Grande distribution base 100 en 1990	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept. 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	Cumul 2009 en K€	$\frac{Déc.2009}{Déc.2008}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	Indice du chiffre d'affaires	301,7	309,4	311,6	318,7	387,7	262,3	270,3	262,0	382,8	459,8	-1,2 %

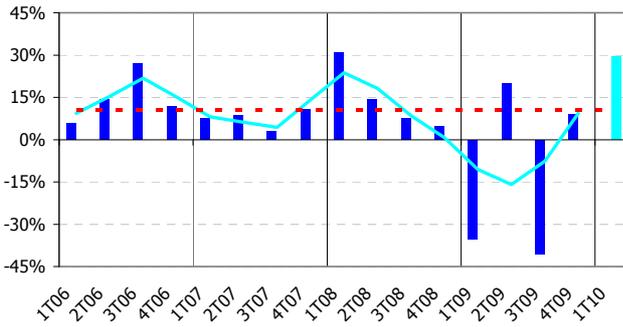
Source : DRCCRF, données mensuelles

SECTEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES

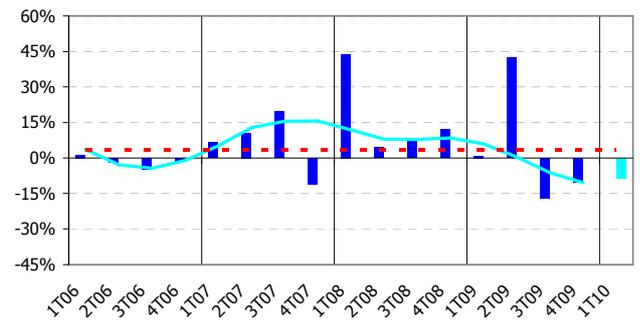
L'enquête porte sur un échantillon de 17 entreprises du secteur des services aux entreprises employant 1 515 salariés.



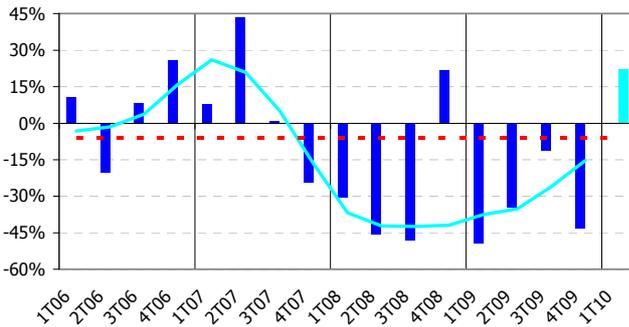
TARIFS



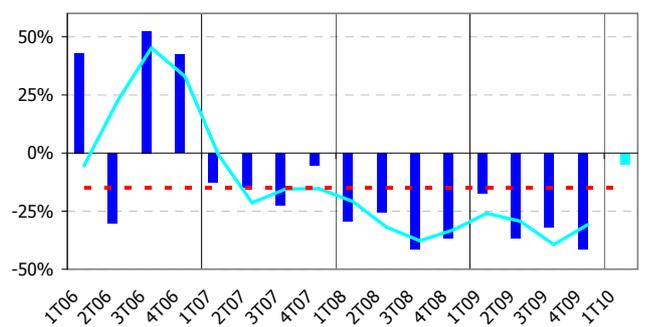
CHARGES



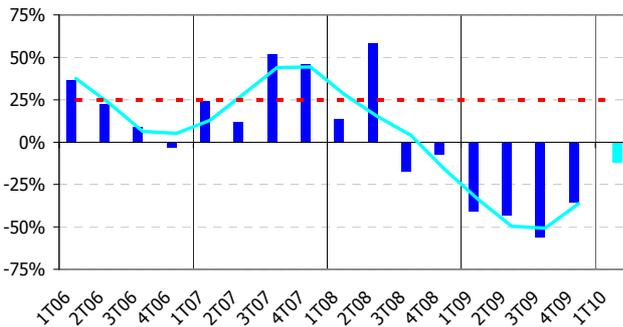
TRESORERIE



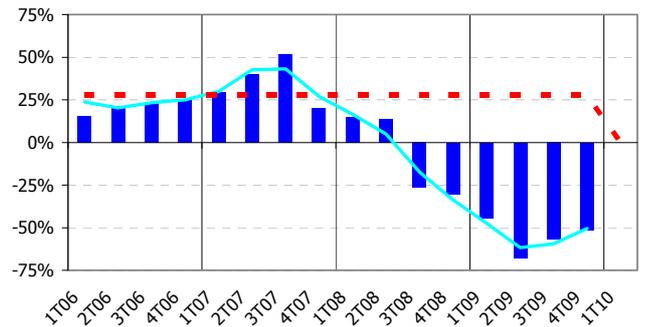
DELAIS DE PAIEMENT



EFFECTIFS



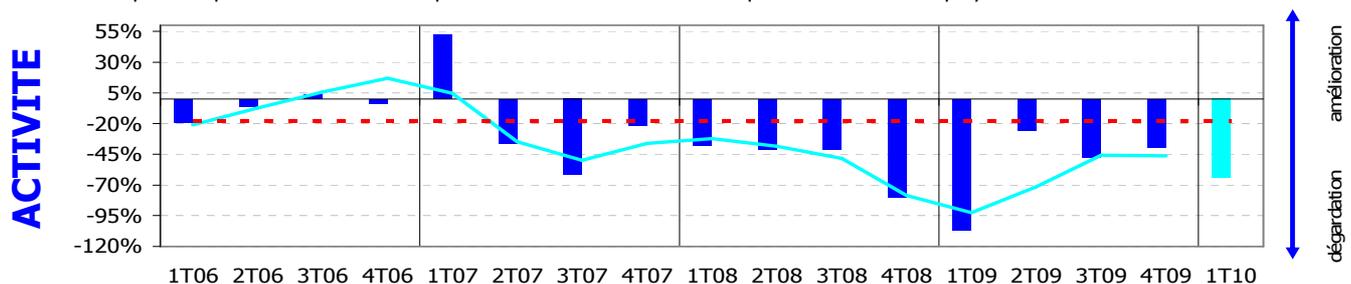
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



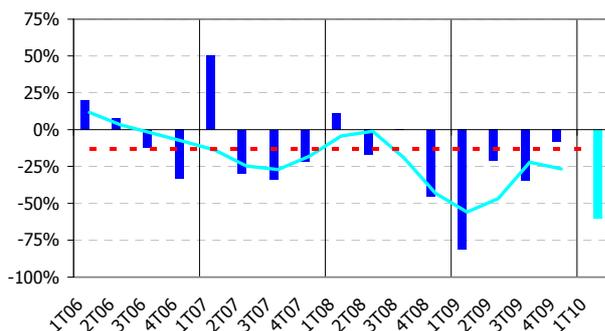
■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

SECTEUR DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME

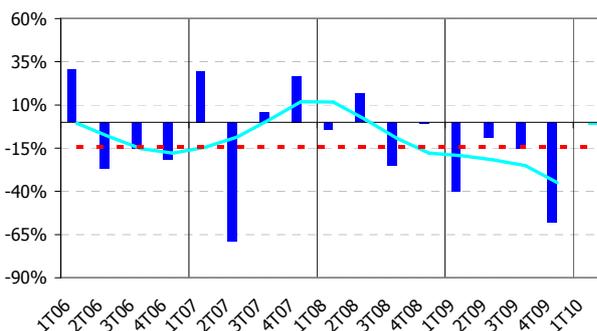
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 11 entreprises du secteur employant au total 484 salariés.



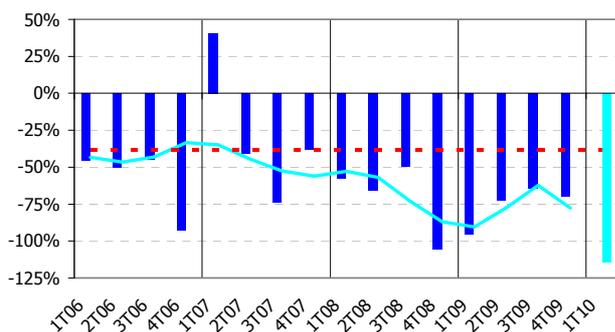
PRIX



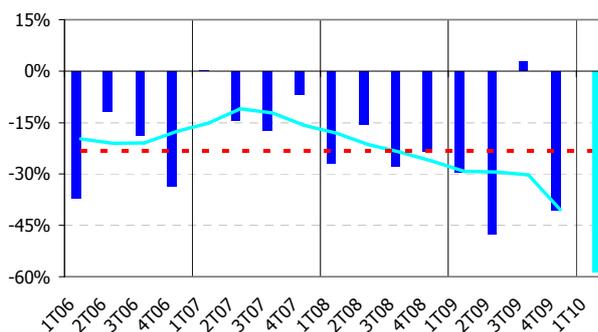
CHARGES



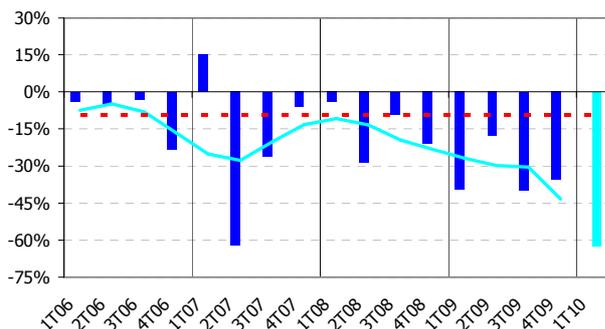
TRESORERIE



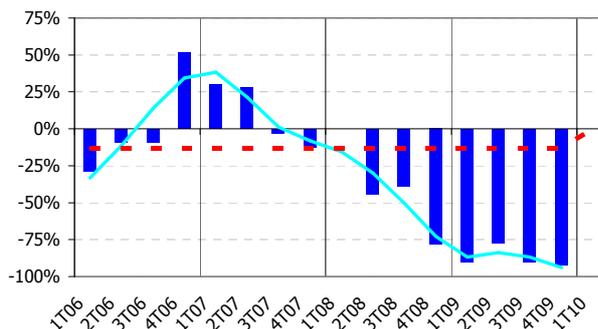
DELAIS DE PAIEMENT



EFFECTIFS



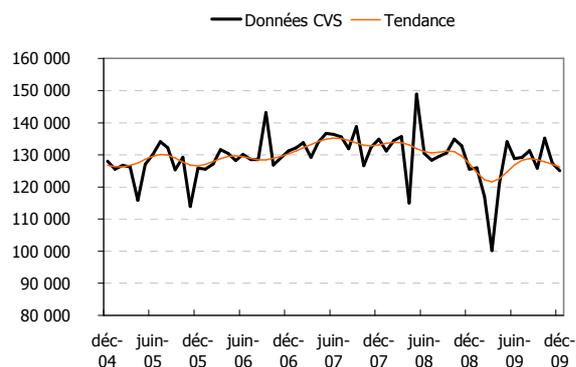
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de long période

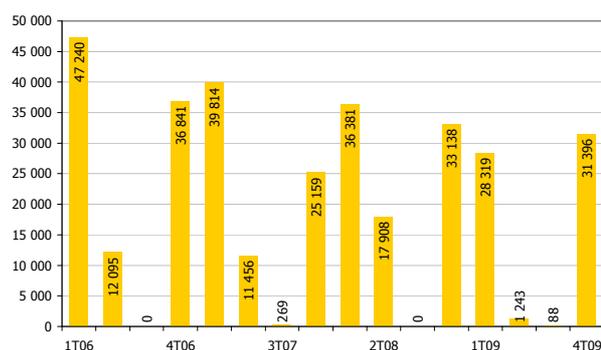
La fréquentation touristique

Nombre d'usagers de l'aéroport



Source : CCIM, données mensuelles

Nombre de croisiéristes



Source : DD PAF Martinique, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Trafic aérien en milliers de passagers	2004					2009				Cumul 2009	$\frac{\text{Déc.2009}}{\text{Déc.2008}}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.			
Nombre d'usagers de l'aéroport du Lamentin	139,6	137,2	142,7	146,5	136,1	85,1	98,8	106,5	135,5	1 572,0	-0,4 %	-4,9 %

Source : CCIM, données mensuelles

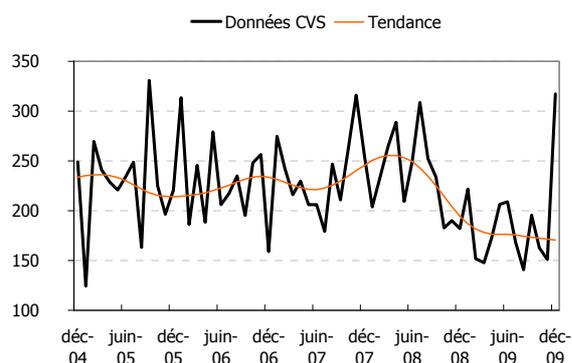
Trafic maritime en milliers de croisiéristes	2004					2009				Cumul 2009	$\frac{\text{Déc.2009}}{\text{Déc.2008}}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.			
Nombre de croisiéristes	26,4	24,0	18,8	14,7	19,6	0,1	1,4	13,7	16,3	61,0	-17,1 %	-30,2 %

Source : DIRCILEC - données mensuelles

Les entreprises

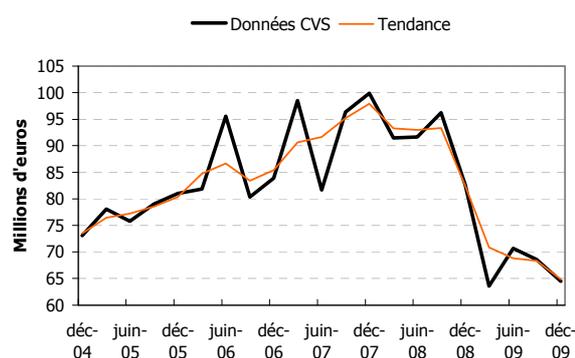
L'investissement des entreprises

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs



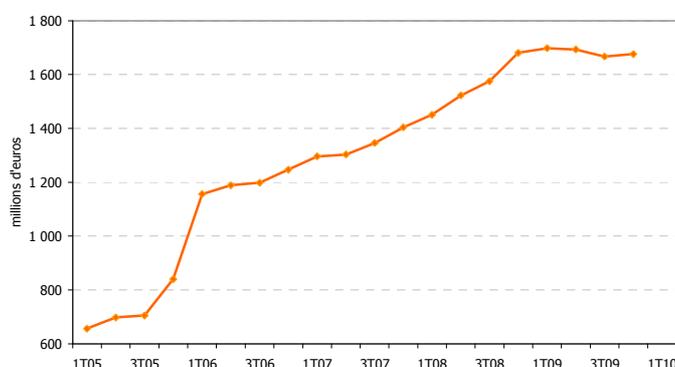
Source : Aaa, données mensuelles

Importations de biens d'équipement



Source : Douanes, données trimestrielles

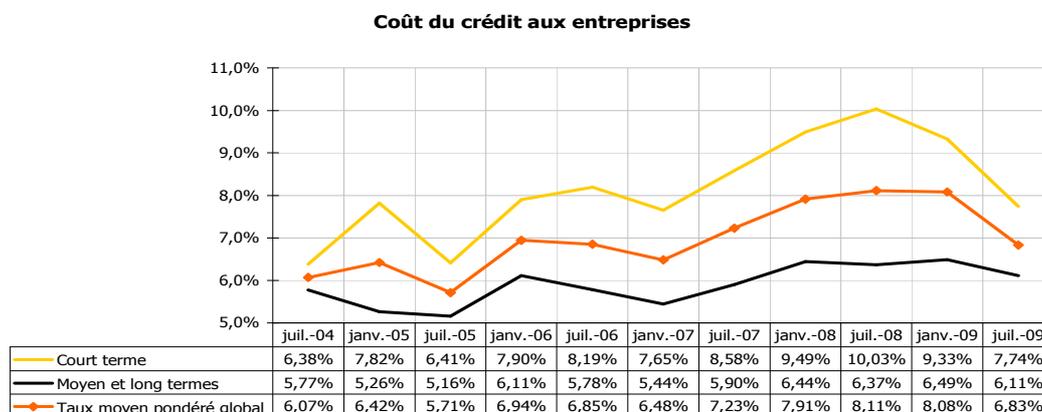
Encours de crédit à l'investissement octroyés aux entreprises martiniquaises*



Source : Iedom, données trimestrielles –
Etablissements installés localement ou non

Les conditions de financement offertes aux entreprises

Coût du crédit aux entreprises

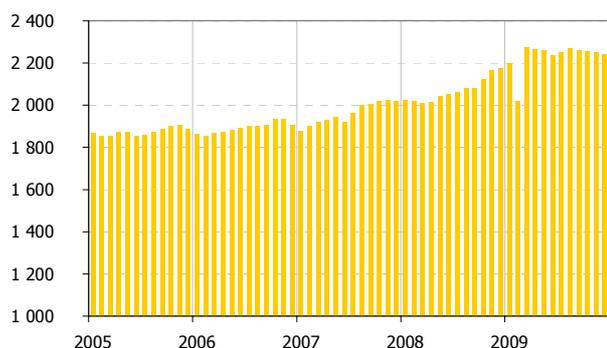


Source : Iedom, données semestrielles

* A compter de mars 2006, l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédits installés ou non localement comprend non seulement les données issues de la BAFI mais également celles déclarées par les établissements non installés localement au Service Central des Risques de la Banque de France. Par conséquent, une rupture de série apparaît entre les années 2005 et 2006 liée à l'amélioration du périmètre de recensement des concours hors zone.

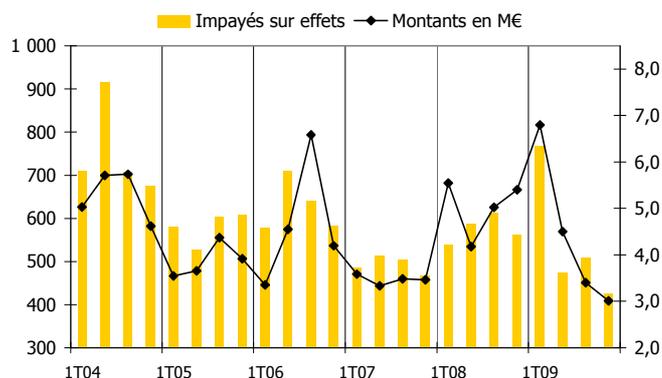
La vulnérabilité des entreprises

Personnes morales en situation d'interdit bancaire



Source : Iedom, données mensuelles

Impayés sur effets de commerce



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement

Dernières données chiffrées

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul 2009	$\frac{\text{Déc.2009}}{\text{Déc.2008}}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009	2009	2009			
VUN	231	204	148	235	170	179	175	156	298	2 247	+75,3 %	-20,1 %

Source : Aaa,- données mensuelles

Importations en millions d'euros	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	Cumul 2009	$\frac{4T09}{4T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	Biens d'équipement	81,4	91,6	96,4	116,1	96,7	62,2	65,1	63,9			

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédits à l'investissement en millions d'euros	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	$\frac{4T09}{4T08}$
	Encours de crédit octroyés aux entreprises	840,5	1 246,6	1 404,4	1 680,6	1 698,2	1 693,0	1 667,2	

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Coût du crédit aux entreprises Taux moyens pondérés (%)	Juillet 2007	Janvier 2008	Juillet 2008	Janvier 2009	Juillet 2009	$\frac{Juil.2009}{Janv.2009}$	$\frac{Juil.2009}{Juil.2008}$
						Variations en points de base	
Crédits court terme	8,58%	9,49%	10,03%	9,33%	7,74%	-159	-229
Crédits moyen long termes	5,90%	6,44%	6,37%	6,49%	6,11%	-38	-26
Taux moyen pondéré global	7,23%	7,91%	8,11%	8,08%	6,83%	-128	-128

Source : Iedom, données semestrielles – établissements de crédit installés localement

Interdiction bancaire	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept. 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	$\frac{Déc.2009}{Déc.2008}$
Personnes morales		1 888	1 905	2 020	2 176	2 262	2 257	2 249	2 239	-2,9 %

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

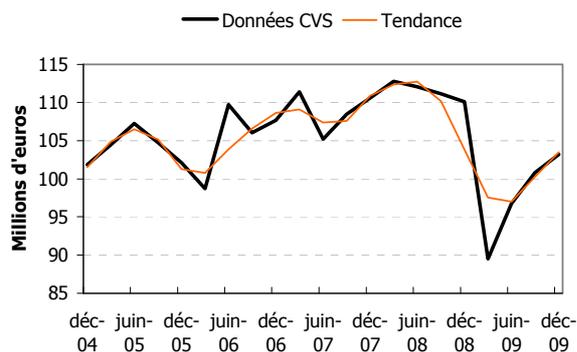
Impayés sur effets nombre	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept. 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	$\frac{Déc.2009}{Déc.2008}$
	237	186	164	144	201	174	153	119	153	-23,9 %

Source : Banque de France - données en fin de trimestre – établissements de crédit installés localement

Les ménages

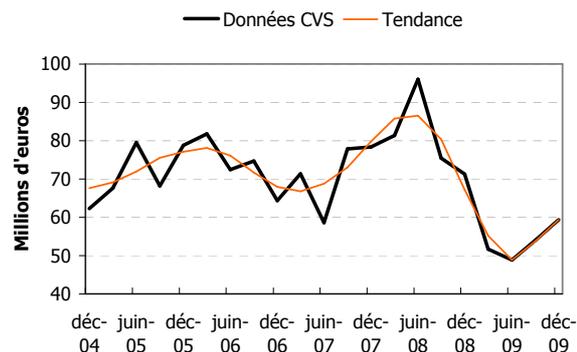
La consommation des ménages

Importations de biens de consommation



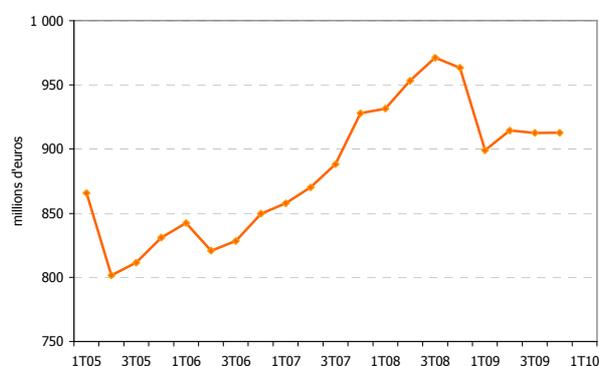
Source : Douanes, données trimestrielles

Importations de produits de l'industrie automobile



Source : Douanes, données trimestrielles

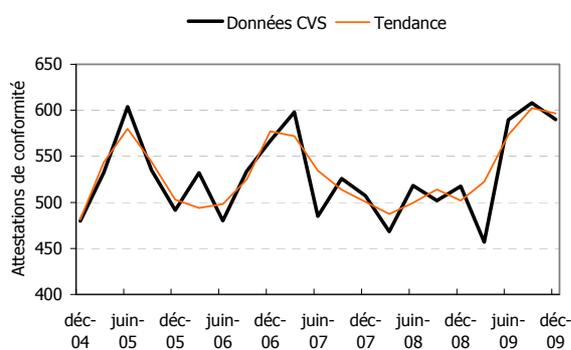
Encours de crédit à la consommation octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles
Établissements installés localement ou non

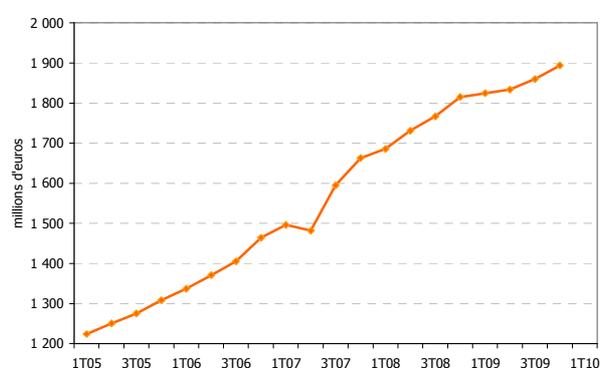
L'investissement des ménages

Attestations de conformité attribuées à des logements individuels neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

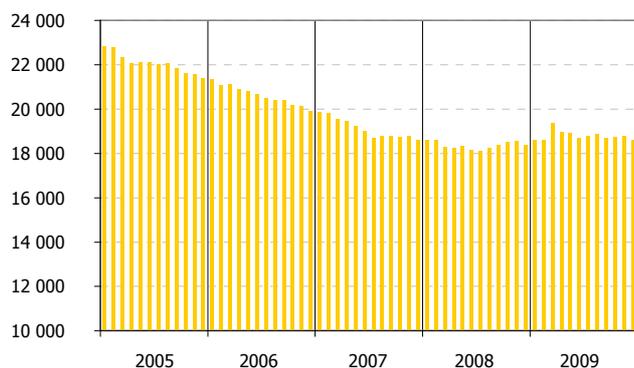
Encours de crédit à l'habitat octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles - établissements installés localement ou non

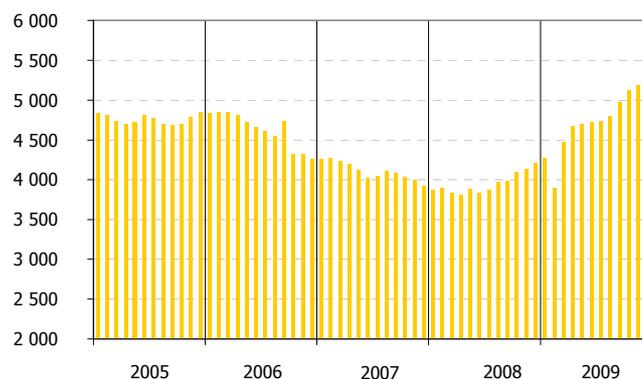
La vulnérabilité des ménages

Personnes physiques en situation d'interdiction bancaire



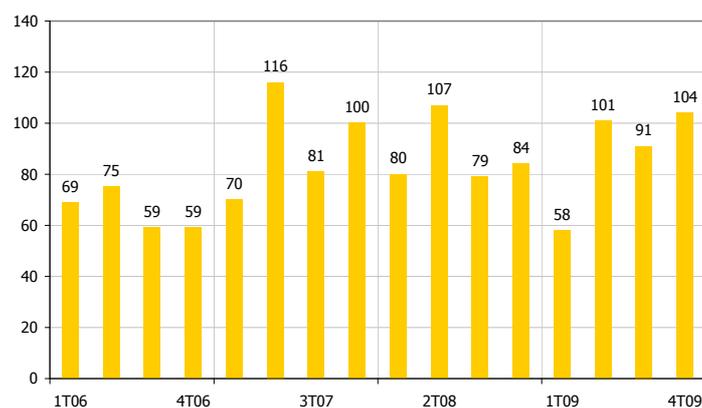
Source : Banque de France, données mensuelles

Retraits de cartes bancaires



Source : Banque de France, données mensuelles

Dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement



Source : Iedom, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Importations en millions d'euros	4T04					1T09				Cumul 2009	$\frac{4T09}{4T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09			
Biens de consommation	110,7	111,0	117,2	120,3	119,7	81,9	100,2	97,0	112,2	391,3	-6,3 %	-12,3 %
Produits de l'industrie automobile	78,0	97,8	79,7	96,9	88,5	47,1	42,2	53,2	73,8	216,3	-16,6 %	-32,5 %

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédit à la consommation en millions d'euros	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	$\frac{4T09}{4T08}$
Encours de crédit octroyés aux ménages	863,9	831,0	849,7	927,9	963,3	899,1	914,5	912,6	912,7	-5,3 %

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Attestations de conformité électrique nombre	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	Cumul 2009	$\frac{4T09}{4T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Logements individuels neufs	515	528	610	548	561	404	617	599	641	2 261	+14,3 %	+12,3 %

Source : Consuel - données trimestrielles

Crédit à l'habitat en millions d'euros	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	$\frac{4T09}{4T08}$
Encours octroyés aux ménages	1 201,4	1 308,5	1 464,3	1 662,9	1 814,9	1 824,4	1 833,6	1 860,0	1 893,8	+4,3%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Interdiction bancaire	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept. 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	$\frac{Déc.2009}{Déc.2008}$
Personnes physiques	23 032	21 399	19 894	18 583	18 388	18 703	18 748	18 810	18 627	+1,3 %

Source : Banque de France, données mensuelles

Cartes bancaires	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept. 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	$\frac{Déc.2009}{Déc.2008}$
Retraits de cartes bancaires	4 830	4 856	4 258	3 923	4 207	4 972	5 118	5 190	5 320	+26,5 %

Source : Banque de France, données mensuelles

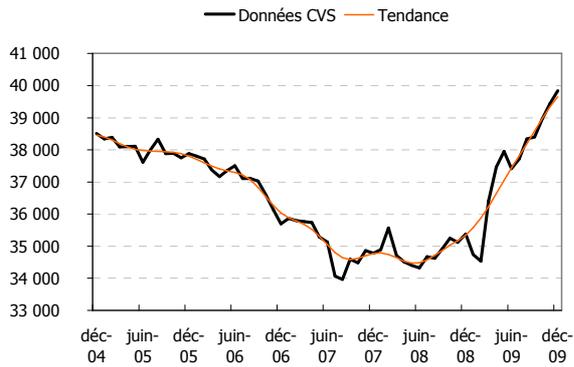
Surendettement nombre	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	Cumul 2009	$\frac{4T09}{4T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Dépôts de dossiers	66	86	59	100	84	58	101	91	104	354	+23,8 %	+1,1 %

Source : Iedom, données trimestrielles

Sélection d'indicateurs macro-économiques

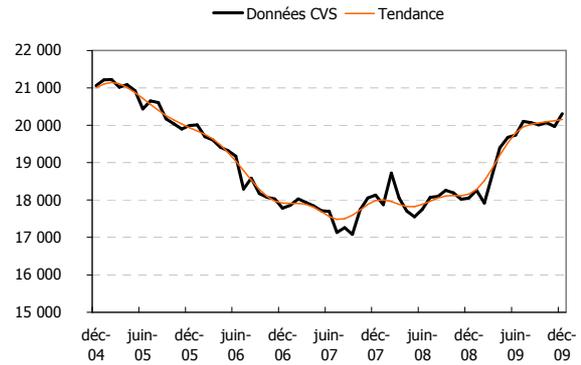
Le marché de l'emploi

Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A)



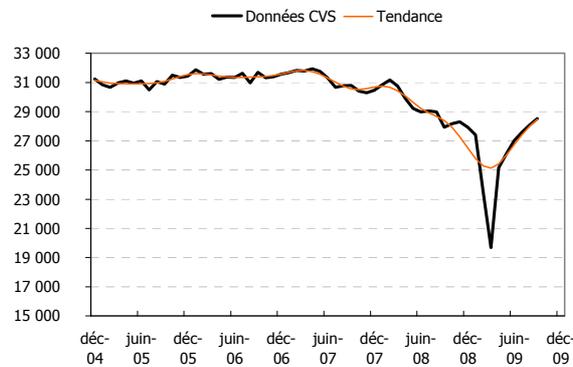
Source : DTEFP, données mensuelles

Nombre d'allocataires des Assedic



Source : Assedic, données mensuelles

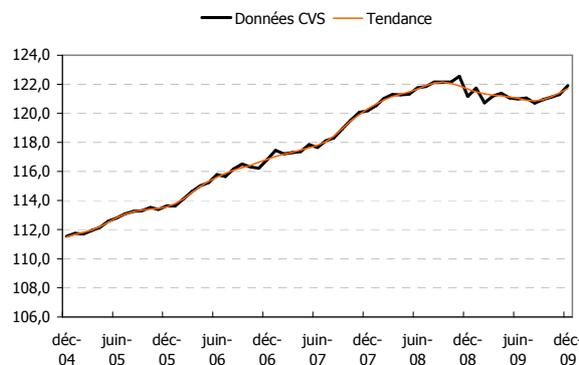
Nombre de bénéficiaires du RMI



Source : Caf, données mensuelles

L'inflation

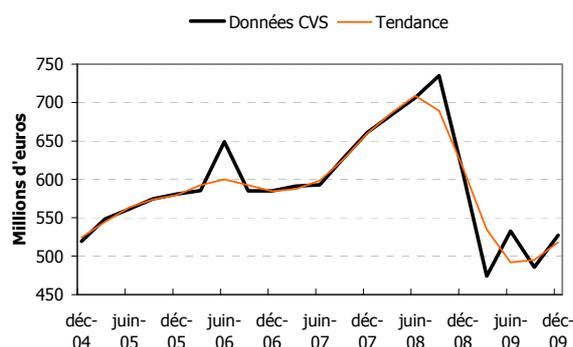
Indice des prix à la consommation



Source : Insee, données mensuelles, base 100 en 1998

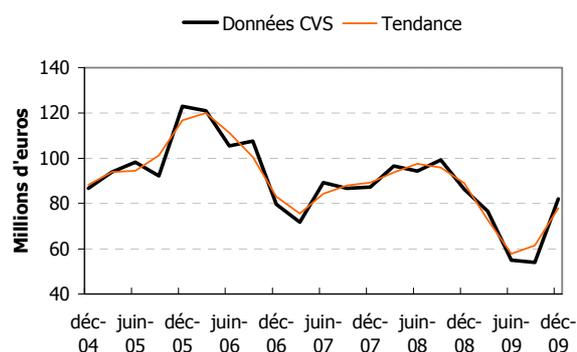
Le commerce extérieur

Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Commerce extérieur en millions d'euros	4T04					4T05					4T06					4T07					4T08					1T09					2T09					3T09					4T09					Cumul 2009	$\frac{4T09}{4T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5													
Exportations	89,5	126,5	82,1	90,1	89,2	73,4	52,2	57,2	84,6	267,5	-5,2 %	-28,9 %																																				
Importations	553,5	626,1	636,9	726,8	673,0	440,7	505,4	493,2	584,8	2 024,0	-13,1 %	-25,9 %																																				
Taux de couverture	16,2 %	20,2 %	12,9 %	12,4 %	13,3 %	16,7 %	10,3 %	11,6 %	14,5 %	13,2 %	+1,2 pt	-0,6 pt																																				

Source : Douanes- données trimestrielles

Emploi nombre	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept. 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	$\frac{Déc.2009}{Déc.2008}$
DEFM A	38 179	37 539	35 365	34 463	35 078	39 541	39 970	39 941	39 531	+12,7 %

Source : DTEFP - données mensuelles

Assedic nombre	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept. 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	$\frac{Déc.2009}{Déc.2008}$
Allocataires	21 291	20 239	18 033	18 399	18 348	20 075	20 198	20 378	20 656	+12,6 %

Source : Assedic - données mensuelles

RMI nombre	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept. 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	$\frac{Déc.2009}{Déc.2008}$
Bénéficiaires	31 618	30 822	31 916	30 753	28 169	24 430	nd	nd	28 630	+1,6 %

Source : Caf - données mensuelles

Prix	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Sept. 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	$\frac{Déc.2009}{Déc.2008}$
Indice des prix à la consommation (base 100 : 1998)	111,5	113,6	116,8	120,2	121,2	121,6	121,6	121,3	122,0	+0,6 %

Source : Insee - données mensuelles

Liste des publications

Lette mensuelle	Gratuit sur Internet
Bulletin trimestriel : Suivi de la conjoncture financière	Gratuit sur Internet
Suivi de la conjoncture économique	Gratuit sur Internet
Rapport d'activité Iedom	Gratuit sur Internet
Rapport annuel: Martinique, Guadeloupe, Guyane Réunion, Mayotte ou Saint-Pierre et Miquelon – le fascicule	Gratuit sur Internet
Collection complète (6 fascicules + rapport d'activité Iedom)	65 euros TTC

Les notes de l'Institut

La distribution automobile à la Réunion (<i>décembre 2004</i>)	8 euros TTC
La filière banane à la Martinique (<i>juillet 2005</i>)	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2004 (<i>décembre 2005</i>)	8 euros TTC
Panorama de l'immobilier dans les DOM en 2004 (<i>décembre 2005</i>)	8 euros TTC
Les relations entre la Guyane et les pays frontaliers (<i>mai 2006</i>)	8 euros TTC
La grande distribution en Martinique (<i>juillet 2006</i>)	8 euros TTC
L'énergie en Guyane (<i>novembre 2006</i>)	8 euros TTC
L'énergie dans les DOM (<i>janvier 2007</i>)	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 (<i>janvier 2007</i>)	8 euros TTC
Etude typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM (<i>juillet 2007</i>)	8 euros TTC
La formation du PNB dans les DOM en 2006 (<i>octobre 2007</i>)	8 euros TTC
La gestion des déchets dans les DCOM (<i>novembre 2008</i>)	8 euros TTC
La gestion des déchets à la Guadeloupe (<i>novembre 2008</i>)	8 euros TTC
Le développement économique de Singapour et de l'Ile Maurice (<i>juillet 2009</i>)	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire des les DOM en 2008 (<i>décembre 2009</i>)	8 euros TTC
Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009 (<i>décembre 2009</i>)	8 euros TTC

Les notes expresses (dernières parutions)

N°46	Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique (<i>novembre 2007</i>)	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
N°47	Les coopératives agricoles en Guyane (<i>décembre 2007</i>)	
N°48	Le développement du transport urbain et interurbain en Martinique (<i>décembre 2007</i>)	
N°49	Le tourisme à la Réunion (<i>janvier 2008</i>)	
N°50	La gestion des déchets ménagers et assimilés à la Guyane (<i>août 2008</i>)	
N°51	Le financement bancaire des entreprises à la Guyane (<i>août 2008</i>)	
N°52	La gestion des déchets à Mayotte (<i>novembre 2008</i>)	
N°53	Synthèse de la conjoncture en 2008 à Mayotte (<i>avril 2009</i>)	
N°54	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Réunion (<i>avril 2009</i>)	
N°55	Synthèse de la conjoncture en 2008 en Guyane (<i>avril 2009</i>)	
N°56	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Guadeloupe (<i>avril 2009</i>)	
N°57	Synthèse de la conjoncture en 2008 à Saint-Pierre-et-Miquelon (<i>avril 2009</i>)	
N°59	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Martinique (<i>avril 2009</i>)	
N°60	Les crédits à l'économie guadeloupéenne: caractéristiques, évolution et gestion du risque (<i>avril 2009</i>)	
N°61	Réduction de la commande publique à la Réunion en 2009 (<i>juin 2009</i>)	
N°62	L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon (<i>novembre 2009</i>)	
N°63	L'habitat à la Réunion (<i>novembre 2009</i>)	
N°64	Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 (<i>décembre 2009</i>)	
N°65	Les caractéristiques de l'habitat en Guyane (<i>janvier 2010</i>)	

Notes en partenariat Iedom, Insee, AFD

- Guadeloupe : une économie en déficit... d'image (<i>mars 2004</i>)	Gratuit sur internet
- Réunion : Une double transition presque réussie (<i>octobre 2004</i>)	
- L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? (<i>juin 2005</i>)	
- Emergence de nouveaux moteurs de croissance – le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002 (<i>novembre 2005</i>)	
- Les entreprises de Martinique (<i>septembre 2007</i>)	
- Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe (<i>octobre 2007</i>)	
- Guyane : un développement sous contraintes (<i>juin 2008</i>)	
- Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (<i>décembre 2008</i>)	

Profils d'entreprises dans les DOM

Etudes comparatives (principaux ratios financiers des DOM et de l'hexagone à partir de la centrale des bilans) :	
- Situation des entreprises des sous-secteurs de l'industrie (agroalimentaire, biens de consommation courante, biens d'équipement et biens intermédiaires).	8 euros TTC
- Situation des entreprises des sous-secteurs du bâtiment et des travaux publics et du commerce (automobile, de gros et de détail).	
Études disponibles pour les années 1993 à 2004.	

**Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au service des Etudes de l'Iedom
au 05 96 59 44 12**

1, bd du Général de Gaulle – BP 512 – 97206 Fort-de-France Cedex

etudes@iedom-martinique.fr

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public
 - un rôle d'observatoire économique
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations (www.iedom.fr).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Etablissement public - Dotation 33 540 000 euros - site : www.iedom.fr

Direction en Martinique : 1, boulevard du général de Gaulle ☒ BP n° 512 - 97206 FORT-DE-FRANCE Cedex

Mél : agence@iedom-martinique.fr ☎ (0596) 59.44.00 **Fax** : (0596) 59.44.04

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA
Editeur : Iedom
Imprimeur : Iedom
Achevé d'imprimer le 25 février 2010
Dépôt légal : février 2010
N° ISSN 0296 – 3116